



**L'alimentation
et
l'entreprise privée**

DOSSIERS
"VIE OUVRIÈRE"

no **92**

DOSSIERS "VIE OUVRIÈRE"

AU SERVICE DES MILITANTS CHRÉTIENS DU MONDE OUVRIER

Comité de la rédaction

Jacques Lemay, directeur

Hubert Coutu, Fabien Lebœuf, Lorenzo Lortie,

Rémi Parent, Pierre Viau, etc.

Collaboration: Jeunesse Ouvrière Chrétienne (J.O.C.)

Mouvement des Travailleurs Chrétiens (M.T.C.)

Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (C.P.M.O.)

Paul-Émile Charland, secrétaire

Abonnement: \$6.50 pour un an; \$12.00 pour deux ans

Abonnement d'équipe: \$10.00 par année.

Adresse: 1201, rue Visitation, Montréal, Canada, H2L 3B5

Téléphone: (514) 524-3561

Courrier de deuxième classe — Enregistrement n° 0220

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Indexée dans le Répertoire analytique d'articles de revue du Québec (RADAR)

Imprimerie Notre-Dame, Richelieu, Qué.

sommaire

Février 1975 — Vol. XXV, N° 92

ÉDITORIAL

- L'alimentation et l'entreprise privée *La rédaction* 66

DOSSIER

- Les problèmes de l'alimentation *Consommatrices* 69
- L'inflation et le budget des pauvres
Conseil national du B.E.S. 71
- Les pauvres paient plus cher *Conseil national du B.E.S.* 74
- De la valeur des carottes "croches" *André Charbonneau* 81
- Des "habitants" qui ont de l'allure 87
- Ottawa, c'est ailleurs 89
- Les rêves de M. Toupin 90
- Le socialisme "privé" de l'U.P.A. 91
- Le Québec, face aux multinationales 93
- Des intermédiaires sans visage 95
- Le jeu des spéculations 96
- Moralité: "Savoir qu'est-ce que ça donne"
André Charbonneau 98
- Le Club coopératif de consommation: solution ou étape?
Marcel Albert 99
- Le comptoir alimentaire, une école à notre mesure
Un groupe de militants 103
- Les ACEF et la lutte de l'alimentation *Lise Gadoury* 107
- Expérience de culture en commun *Marcelle Morin* 111
- Chili: vente des produits alimentaires sous Allende
Un groupe de Chiliens 113
- Évangélisation et pain quotidien *William E. Power* 119

LE COURRIER DES LECTEURS

- Ce que je pense de Cap-Rouge 125

L'alimentation et l'entreprise privée

Le Conseil national du Bien-être social a publié son rapport 1974 sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien (Les pauvres et la consommation). Chiffres et exemples à l'appui, le rapport conclut que "l'insuffisance des revenus dont disposent les pauvres est encore plus grave qu'elle ne semble au premier abord parce que, de façon proportionnelle, les pauvres paient plus cher pour obtenir moins". La cause profonde de la vulnérabilité des pauvres, comme consommateurs, se retrouve dans leur condition de pauvreté.

Le Conseil recommande, à ce sujet, diverses mesures pour remédier aux illusions qu'entretiennent les Statistiques officielles. Depuis plusieurs années, le Conseil recommande au gouvernement canadien d'établir pour tous un revenu annuel garanti. La même recommandation conclut à nouveau le rapport de 1974: "Cette situation ne peut être corrigée qu'en garantissant un revenu adéquat à tous les Canadiens. Ceci constitue donc à nouveau notre recommandation primordiale".

Sans vouloir nier l'opportunité d'une telle mesure, nous ne croyons pas que ce soit là la solution capable de contrer l'inflation et de soustraire à ses tragiques conséquences ceux qui seront toujours aux derniers échelons de l'échelle économique. Subventionner le petit consommateur, c'est mettre entre ses mains plus d'argent que les producteurs pourront aller chercher à leur tour. Le problème de la consommation ne peut se régler sans toucher à celui de la production et de la distribution.

Que cela nous plaise ou non, il nous faut toujours en revenir à l'organisation du travail et des moyens de production. Aussi longtemps qu'on laissera complètement entre les mains de l'entreprise privée le domaine de l'alimentation, on lui remettra aveuglément les moyens de nous affamer.

On a trop longtemps chanté les vertus de l'entreprise privée pour ne pas être aveuglé sur les conséquences et les résultats dont nous sommes présentement les victimes.

Le capitalisme idéal, selon le théoricien Adam Smith, est le système qui, par la liberté de concurrence, assure au peuple le produit de meilleure qualité pour le plus bas prix. À entendre son prophète, il semblerait que le capitalisme est le plus démocratique des systèmes économiques. En pratique, rien n'est plus faux.

Loin de voir une concurrence acharnée entre les trois ou quatre magnats de chaque produit alimentaire, nous assistons plutôt à des ententes secrètes et intéressées. Puis nous voyons, par le métissage des directorats (cross-fertilization of directorships) que les oligarchies s'amalgament, se fondent les unes dans les autres, se ramifient dans l'Assurance, dans la Propriété immobilière, dans les Banques qui, finalement, permettent de contrôler toute l'industrie de l'alimentation. Il peut y avoir cent oligarchies mais, en fait, une vingtaine de personnes détiennent le pouvoir réel.

Qu'on ne vienne donc pas mettre l'inflation sur le dos des ouvriers qui, pour ajuster leur salaire à l'inflation des prix et des denrées, demandent une hausse de salaire et font la grève lorsque celle-ci tarde à venir. Dans la plupart des cas, ils ont raison. Il faudrait plutôt sévir contre ces cartels secrets des maîtres de la finance qui s'entendent pour faire monter les prix et soigner leurs profits aux dépens des masses et des familles.

Existe-t-il une solution?

Que peut faire David devant ce Goliath moderne de l'industrie alimentaire? Nous avons tenté, dans ce dossier, une analyse de la situation québécoise. Comme l'agriculture est encore la source première de l'alimentation, André Charbonneau trace d'abord pour nous un tableau de la situation agricole au Québec.

Nous avons assisté, l'automne dernier, à la "colère verte" des agriculteurs québécois: la lutte, semble-t-il, n'est pas terminée et nous ne savons pas encore ce que le printemps nous réserve. Le peu de solidarité qui s'est manifestée à cette occasion entre le monde ouvrier et le monde agricole est un signe de faiblesse et d'incompréhension. Non pas tant

parce que nous avons déjà oublié nos origines rurales, mais surtout parce que nous ne réalisons pas encore suffisamment que les objets de consommation sont d'abord des objets de production.

Les agriculteurs donnent actuellement un exemple au monde ouvrier québécois. Ayant décidé de ne plus faire confiance qu'à eux-mêmes, les agriculteurs ont mis sur pied des organismes qui, en marge pratiquement du système capitaliste existant, fonctionnent si l'on peut dire sur la base d'un socialisme privé. Un socialisme du genre coopérative alimentaire, vue cette fois du point de vue du producteur et non plus de l'acheteur.

Les coopératives alimentaires

Prendre conscience que des forces trop grandes agissent contre soi, c'est se préparer à refuser de les affronter. Il faut choisir un autre terrain. Or, la plupart des mouvements coopératifs ou autres qui cherchent à corriger le système économique dans lequel nous vivons, ne réussissent pas à lever l'ambiguïté de leurs ambitions: ils cherchent à concurrencer les puissances commerciales tout en affirmant que le système est pourri. Résultat: les Caisses populaires deviennent des banques et les Cooprix de province expulsent l'IPIC.

Il n'existe pourtant qu'un moyen de vaincre les gros: refuser l'alliance du pot de terre et du pot de fer. Construire à côté, selon des lois différentes de celles qui prévalent sur les marchés réguliers. Une coopérative alimentaire ne doit pas avoir pour ambition de vendre moins cher qu'une chaîne de distribution. Elle n'a de sens que si elle permet à ses membres de vivre une expérience de marché nouvelle, une expérience de communauté d'échange et, partant, de communication. Le comptoir alimentaire est une école à la mesure des gens.

L'expérience amorcée au Chili sous Allende, les magasins du peuple, restera à ce sujet une étape valable de participation et d'organisation des masses populaires.

LA RÉDACTION

Les problèmes de l'alimentation

Ce qu'en pensent les consommatrices

Une dizaine de consommatrices nous ont dit comment elles voyaient les problèmes dans l'alimentation.

1 — Ça coûte cher et ça va coûter encore plus cher

"Il y a des produits qui ont plus que doublé dans l'espace d'un an. Exemple: la graisse, le lait Carnation, le sucre..."

"Ce sont les produits essentiels qui montent le plus: le lait, le pain, la viande."

"Le lait coûte plus cher que la bière et la liqueur."

"Ça coûte plus cher de faire sa nourriture que d'acheter du tout fait. Exemple: les pâtés à la viande, les gâteaux."

2 — On n'est pas sûr de ce qu'on achète

"Il n'y a pas de critères pour déterminer la qualité des aliments."

"Il y a de la chimie dans la nourriture. Le porc, le poulet ne goûtent plus la même chose. Ils sont engraisés trop vite avec de la chimie. Les os de poulet sont noirs."

"Les oranges et les bananes sont cueillies vertes. On les pique et elles mûrissent en s'en venant. Rendues ici, les bananes sont comme du bois et les oranges sont sèches."

"On met du benzoate de soude dans les aliments et les conserves."

“La nourriture, aujourd’hui, est responsable de bien des maladies.”

3 — La publicité nous mène

“La publicité n’est pas faite pour les produits essentiels, c’est-à-dire: la viande, le lait, les fruits, mais pour des choses secondaires et nuisibles: patof, les gâteries, les bonbons.”

“Ce n’est pas possible de magasiner avec les enfants. Ils veulent toujours ce qu’ils ont vu à la télévision, et tout ce qui peut les tenter est à la portée de leurs mains.”

“On devrait arrêter toute la publicité. On achèterait ce qu’on a besoin, et c’est tout. Ça n’a l’air de rien, mais ça nous influence, tout ça.”

4 — L’alimentation m’inquiète

“L’alimentation m’inquiète. On va manquer bien vite de denrées suffisantes pour nourrir les gens, et les cultivateurs quittent les terres.”

“L’alimentation appartient à des grosses compagnies et à des profiteurs qui font ce qu’ils veulent avec la nourriture.”

“Est-ce qu’on se nourrit mieux qu’avant? Je ne sais pas! Je n’en suis pas sûre.”

QUESTIONS

Les problèmes perçus par ces consommatrices sont-ils exacts?

Y a-t-il d’autres problèmes liés à l’alimentation?

Le présent dossier essaie d’y répondre.

HUBERT COUTU

L'inflation

et le budget des pauvres

Lorsqu'il s'agit d'étudier les effets de l'inflation sur le budget des familles canadiennes, il est approprié de se rappeler l'histoire de l'homme qui s'est noyé en tentant de passer à gué une rivière dont la profondeur "moyenne", lui assurait-on, ne dépassait pas 18 pouces.

L'indice des prix de consommation (I.P.C.) mesure les changements moyens de prix de tous les articles qu'achète une famille typique: nourriture, logement, vêtements, etc. Ils s'inspirent tous du même principe: d'abord, chacun considère ce qu'il pouvait acheter pour \$100 lors d'une "année de base" spécifiée (1961); ensuite, chacun considère combien il en coûte aujourd'hui pour les mêmes articles. Ainsi, l'I.P.C. de la nourriture, en décembre 1973, indiquait 172.1. Ceci veut dire que les articles de nourriture qui coûtaient \$100. en 1961, coûtaient \$172.10 en décembre 1973. Autrement dit, le prix de la nourriture a augmenté de 72.1% en douze ans.

L'indice des prix fournit la mesure d'augmentation des articles qu'achète une famille à revenu *moyen*, dont la façon de dépenser son argent est *moyenne*. Mais la façon de dépenser son argent (c'est-à-dire, quelle proportion du revenu est attribuée à chaque catégorie de dépense) varie de façon considérable selon le niveau de revenu.

Par exemple, selon une étude de Statistique Canada (1969), plus le revenu d'une famille est faible, plus la proportion de son revenu qui sert à acheter de la nourriture sera grande. Dans le budget d'une famille pauvre, la nourriture est l'élément de dépense le plus important; les familles qui ont un revenu de moins de \$3,000 dépensent 27.9% de leur revenu pour leur nourriture. D'autre part, les familles qui ont un revenu de plus de \$15,000 dépensent seulement 13.4% de leur revenu pour leur nourriture. Ainsi, toute augmentation du prix de la

nourriture aura au-dessus de deux fois plus d'effet sur ceux qui sont au plus bas de l'échelle des revenus que sur ceux qui sont au plus haut. En se servant de la famille "moyenne", l'I.P.C. indique une dépense moyenne pour la nourriture de 18.7% du revenu, en 1969.

Autrement dit, se servir de l'I.P.C. global pour apprendre l'effet de l'inflation sur les consommateurs à faible revenu n'est pas plus utile que de se fier à l'assurance que la profondeur moyenne de la rivière est de 18 pouces pour décider de la passer à gué. Pour mesurer les effets réels de l'inflation sur les budgets d'un groupe particulier, il faut considérer non seulement l'importance des catégories mais aussi les éléments de chaque catégorie. Ceci devient évident lorsqu'on considère les prix de la nourriture.

Le prix de la nourriture

En janvier 1972, l'indice des prix de consommation de la nourriture indiquait environ le même niveau que l'indice global. L'augmentation des prix de la nourriture depuis 1961 suivait de près l'augmentation générale des prix. Cependant, il y a eu un changement en 1972, et les prix de la nourriture ont commencé à augmenter plus rapidement que les prix en général. Ce même processus a continué tout au long de 1972 et s'est ensuite rapidement accéléré en 1973. En décembre 1973, l'indice de la nourriture dépassait de 15.7 l'indice général.

En 1973, les prix de la nourriture ont augmenté de 17%. Mais se servir de ces chiffres pour calculer l'indice des prix de consommation des pauvres, reviendrait à ne pas s'occuper du fait que les gens n'achètent pas un produit qui s'appelle "nourriture"; ils achètent certains articles de nourriture. Et les augmentations de prix des divers articles de nourriture ont été très différentes.

Plusieurs facteurs déterminent le changement de prix d'un article de nourriture en relation avec le prix d'un autre article, et ces fluctuations se produisent continuellement. Il y a cependant un facteur spécial qui joue en période d'augmentation rapide des prix: le facteur de la substitution.

À mesure que le prix de divers produits augmente, la plupart des familles commencent à substituer des produits moins chers aux produits plus chers. Ceci est particulièrement le cas pour la nourriture puisqu'il y a tellement de produits différents qu'une famille peut manger, et que

les seuls facteurs déterminants sont la préférence, le goût et (naturellement) le prix. Par exemple, si le prix du beefsteak s'accroît de façon abrupte, plusieurs familles vont en acheter moins, ou plus du tout, et vont acheter plus de poulet, de viande hachée, de poisson ou autre.

La substitution d'un produit pour un autre a plusieurs résultats. Le prix du produit plus cher augmentera plus lentement puisque moins de gens l'achètent et que la demande diminue. Mais le prix du produit substitué va augmenter puisque la demande s'est accrue. À mesure que le prix du produit substitué s'accroît, les familles qui l'ont toujours acheté vont, à leur tour, être obligées d'en acheter moins et vont elles-mêmes leur trouver un autre substitut plus bas sur l'échelle des prix.

Les articles de nourriture à bon marché qui constituent les denrées alimentaires traditionnelles des pauvres sont des articles tels que la viande hachée, les saucisses, le foie, les pommes de terre, les pâtes alimentaires et le pain. Qu'est-il arrivé au prix de ces articles? En 1973, le prix de la viande hachée a augmenté de 35%; celui de la saucisse, 37%; celui du foie, 35%; celui des pommes de terre, 25%; et celui des pâtes alimentaires, 40%. Le prix du pain a augmenté "seulement" de 22% pendant l'année à cause d'une subvention spéciale du gouvernement aux producteurs de blé.

Les gouvernements ont récemment adopté la méthode d'indexer certains, mais pas encore tous les régimes de sécurité sociale à l'indice des prix de consommation. S'ils se contentent de n'augmenter les bénéfices sociaux que dans la mesure où l'inflation les a déjà réduits, ils pourraient au moins baser ces augmentations sur un indice des prix de consommation qui reflète les habitudes de dépenses et les besoins réels des Canadiens à faible revenu.

LES PAUVRES ET LA CONSOMMATION

*Conseil national du bien-être social
Édifice Brooke Claxton
Ottawa*

Les pauvres paient plus cher

Il existe des preuves réelles et bien documentées du fait qu'on charge plus cher aux pauvres qu'aux autres personnes pour les mêmes biens et services. Pour expliquer ce phénomène, certains critiques ont souscrit à la théorie simpliste du "loup dans la bergerie": les commerçants exploitent des "ghettos," les propriétaires rapaces des taudis et autres personnages semblables extorquent l'argent des pauvres dans leur soif de profits exorbitants. Quoiqu'il existe sans doute plusieurs cas de cupidité et d'exploitation, ils ne constituent qu'une petite partie du problème. Dans son ensemble, la réalité est beaucoup plus complexe.

Pour le consommateur à faible revenu, la réalité économique est un cercle vicieux qui l'agrippe dans un tourbillon et l'entraîne de plus en plus profondément. Par exemple, comme les ressources des pauvres sont limitées, le marché à faible revenu se caractérise par des facteurs tels que les volumes de vente réduits et le roulement d'inventaire plus lent. En plus d'entraîner des prix de détail plus élevés, ces facteurs font que ce marché attire relativement moins de gros détaillants. Ces derniers facteurs, à leur tour, referment alors le cercle vicieux puisqu'ils réduisent encore plus le pouvoir d'achat des pauvres et aggravent leur misère. Ce cercle, suivant lequel la cause renforce sans cesse les effets, se retrouve sous différentes formes sur les marchés de nombre de produits et de services.

Nous avons déjà vu que la nourriture est un élément beaucoup plus important du budget des familles à faible revenu que de celui des autres familles, et qu'en conséquence l'augmentation des prix de la nourriture les affecte beaucoup plus. En octobre 1973, un sondage

Gallup a indiqué que 57% des familles canadiennes dont le revenu était inférieur à \$6,000 par année avaient déjà été obligées de modifier leur choix d'aliments suite aux augmentations des prix de la nourriture. Comme les pauvres étaient déjà au plus bas niveau de l'échelle du marché de la nourriture et qu'il leur était impossible de se tourner vers un marché inférieur, quelles modifications ont pu effectuer les familles qui subsistent avec un revenu de \$3,000 ou \$4,000 par année? Quelles en furent les conséquences?

Pour manger moins bien

Lors de la récente publication des résultats du sondage national de Nutrition Canada², on a vu de nombreux reportages à l'effet que les pauvres n'étaient pas moins bien nourris que les gens plus aisés. En fait, les résultats du sondage ne justifiaient absolument pas cette conclusion.

À date, Nutrition Canada n'a procédé à aucune analyse de la qualité de l'alimentation des familles dont les revenus sont en deçà du seuil de la pauvreté. Le sondage comprenait quelques familles qui demeuraient dans des régions où, en 1961, le revenu familial moyen était au-dessus du seuil de la pauvreté. Même si l'on prenait comme acquis que le revenu moyen de ces régions n'a pas changé depuis dix ans (ce qui est souvent très douteux), il reste qu'une région dont le revenu moyen est inférieur au seuil de la pauvreté comprend plus de familles dont le revenu est inférieur au seuil de la pauvreté que de familles à revenu plus élevé. Ceci ne veut pas dire que toutes les familles qui y habitent ont un revenu inférieur au seuil de la pauvreté.

Dans chaque région de sondage, Nutrition Canada a d'abord choisi un échantillon de familles prises au hasard comme participantes éventuelles à l'étude. Cependant, la participation demeurait facultative, et 46% seulement des familles choisies ont accepté de participer. Plusieurs indices portent à croire que les pauvres sont habituellement réticents à se porter volontaires pour ce genre d'études, et il n'y a aucune raison de croire que ce n'était pas le cas lors de ce sondage. Jusqu'à ce que Nutrition Canada ait analysé ses résultats en tenant compte du revenu familial réel des familles qui ont participé à son étude, il ne peut offrir aucune conclusion valable sur la qualité de l'alimentation des Canadiens pauvres. Ce genre d'analyse ne semble pas faire partie des priorités actuelles de Nutrition Canada. À notre

avis, cette analyse est urgente et nous recommandons fortement qu'elle soit entreprise immédiatement.

Une fois cette analyse terminée, on s'apercevra peut-être que le sondage ne comprenait qu'un nombre infime de Canadiens pauvres et que la qualité de l'alimentation de ce petit groupe est substantiellement inférieure à celle de la moyenne des familles canadiennes. Pour le moment, nous savons seulement que les pauvres ont relativement peu d'argent pour défrayer leurs coûts de nourriture, que ces coûts représentent un élément disproportionné de leur revenu familial, qu'en conséquence ils souffrent plus que les autres des augmentations des prix de la nourriture et que ceci les entraîne à modifier leur choix d'aliments de façon proportionnellement plus considérable que les autres citoyens. De plus, des preuves existent à l'effet que les pauvres sont obligés de payer plus cher que les autres pour les mêmes articles de nourriture.

Ils paient plus cher

Lors d'une étude entreprise à Vancouver en 1972, des étudiants de sciences politiques de l'université Simon Fraser ont découvert des différences de prix aussi élevées que 8% pour les marchandises générales et 15% pour la viande entre les quartiers riches et les quartiers pauvres, parfois entre les succursales d'un même magasin³. Une étude entreprise à Edmonton en 1969 a donné des résultats semblables⁴. En 1972, à Montréal, une étude a démontré que les prix d'un magasin à succursales du quartier pauvre de Pointe St-Charles étaient substantiellement plus élevés que ceux de tous les autres magasins à succursales de la ville⁵. Il s'est aussi avéré que les prix des plus importants magasins à succursales étaient de beaucoup moins à un peu moins élevés que ceux des magasins locaux ou de quartier. De plus, on retrouvait beaucoup plus de magasins de quartier que de magasins à succursales dans les quartiers pauvres.

Par exemple, l'étude montrait qu'à ville Mont-Royal, une banlieue riche, une boîte de pêches de 28 oz. coûtait 46¢ dans un magasin à succursales et 49¢ dans un magasin local. À Pointe St-Charles, le même article coûtait 49¢ au A. & P. et 53¢ dans un magasin local (pour une marge totale de plus de 15%). De même façon, une boîte de pois de 14 oz. coûtait 23¢ dans un grand magasin à succursales de Ville Mont-Royal alors qu'à Pointe St-Charles elle coûtait 27¢

au A. & P. et 29½¢ au magasin local (une marge de 30%). On a retrouvé des différences semblables pour un large éventail d'articles. Au moment où l'on a entrepris cette étude, A. & P. était le seul important magasin à succursales qui desservait Pointe St-Charles. Le magasin Dominion du quartier avait fermé ses portes deux ans auparavant. En 1973, A. & P. a aussi fermé sa succursale de Pointe St-Charles.

Comme ils sont plus petits, les magasins de quartier offrent un choix plus limité, et comme leur volume de vente et leur roulement sont moins considérables, ils ne peuvent pas acheter en grande quantité à prix réduit, ce qui veut dire que leurs produits se vendent plus cher. Cependant, les magasins des quartiers pauvres acceptent de vendre à crédit. Il en résulte qu'une fois que les consommateurs à faible revenu se sont endettés pour la nourriture de tel mois, ils sont obligés de retourner au même magasin le mois suivant. Ils se retrouvent dans la situation de toujours acheter au même magasin de quartier, se servant de l'argent qu'ils reçoivent ce mois-ci pour payer le compte du mois précédant et pour maintenir leur crédit du mois courant.

Les études telles que celles qui ont été entreprises à Vancouver, Edmonton et Montréal sont à caractère préliminaire seulement, et quoiqu'on ait lu dans plusieurs journaux que la Commission fédérale de surveillance du prix des produits alimentaires a découvert des preuves de pratiques discriminatoires de fixation des prix, cette Commission n'a pas encore jugé bon de publier ses renseignements. Si les renseignements qui sont en sa possession sont trop partiels pour en tirer des conclusions valables, la Commission devrait immédiatement entreprendre des études-pilotes dans des centres tels que Montréal, Toronto et Vancouver afin de vérifier ses données. Si tel n'est pas le cas, la Commission devrait dévoiler ses résultats actuels.

Pourquoi?

Dans certaines études américaines qui révélaient des politiques de prix différentiels, on en a attribué la cause à des facteurs tels que ceux que nous avons déjà mentionnés: un volume de vente moins important entraînant des coûts d'opération relativement plus élevés, la perte de marchandise qui découle d'un roulement plus lent, moins de vente de produits préparés à profit plus élevé et de morceaux de viande plus chers, coûts d'assurance plus élevés, changements de personnel

plus fréquents, plus de vandalisme et de vols à l'étalage, incapacité de profiter d'escomptes sur achats de gros importants ainsi que l'obligation de vendre à crédit.

Dans la mesure où ces facteurs entrent en ligne de compte, on fait face à des vérités économiques inflexibles auxquelles on ne peut remédier qu'au moyen de régimes de redistribution du revenu assurant aux pauvres des ressources adéquates. Dans la mesure où la politique de prix différentiels résulte du manque de compétition du marché à faible revenu de la nourriture ou de prix abusifs, on peut évidemment se servir d'autres dispositions. Celles-ci comprennent: une politique de compétition plus active, l'interdiction des politiques discriminatoires de fixation des prix des magasins à succursales, la promotion gouvernementale des coopératives d'alimentation comme contre-force sur le marché, et une lutte plus globale et concertée contre les pratiques malhonnêtes de marketing et de vente. L'étude entreprise à Montréal mentionnée ci-haut rapportait qu'un petit commerçant de Pointe St-Charles avouait sans ambages qu'il augmentait ses prix de 20% le jour d'émission des chèques de bien-être social.

Il vaut la peine de noter que cette situation de prix différentiels se retrouve aussi aux Etats-Unis sur le marché des produits durables (comme les accessoires ménagers). Par exemple, une étude de la Federal Trade Commission à Washington, D.C. en 1968⁶ a révélé qu'en moyenne les marchandises dont le prix de gros était de \$100 se vendaient pour \$255 dans les magasins des quartiers pauvres, alors que leur prix était de \$159 dans les autres magasins. Malgré ces augmentations de prix considérables, on a trouvé que les profits des magasins des quartiers pauvres étaient inférieurs à ceux des autres magasins. Certains des facteurs que la Commission a cités comme explications étaient: les taux d'intérêt élevés camouflés dans le prix des marchandises, les méthodes de ventes plus coûteuses (telles que la vente à domicile), les frais élevés de collection et les mauvaises dettes. On aurait pu rechercher la présence d'autres facteurs tels que la mesure dans laquelle le marché à faible revenu rebute les commerçants à volume considérable, avec le résultat possible de réduire la compétition et de promouvoir une administration inefficace de la part des marchands de quartier.

On n'a pas entrepris d'étude semblable au Canada mais étant donné le contexte racial différent on doute que les marchés canadiens à faible revenu soient circonscrits de façon aussi nette. Il est toutefois

possible que la différence ne réside que dans l'ampleur de la situation. On devrait entreprendre de telles études au Canada dans le domaine des pratiques de vente des vêtements et des autres biens personnels durables autant que périssables. Nous soupçonnons qu'elles donneraient des résultats semblables à ceux des études préliminaires des prix de la nourriture que nous avons vues plus haut. Si tel était le cas, les suggestions que nous avons faites au sujet de la vente au détail de la nourriture devraient aussi s'appliquer à ces domaines.

Les grands supermarchés et les magasins d'escompte à rayons ont tendance à s'installer dans les régions de banlieue où les terrains coûtent moins cher que ceux des centres-villes et où l'accès est plus facile pour les gens de classe moyenne. Il est presque toujours difficile, sinon impossible, de s'y rendre autrement qu'en voiture; et la plupart des consommateurs à faible revenu ne possèdent pas de tel moyen de transport privé. Par conséquent, ils sont presque entièrement condamnés à acheter dans les magasins à faible volume, à prix élevés et à choix restreint qui se trouvent dans leur quartier. Ceci est particulièrement le cas pour les vieillards pauvres ou handicapés qui ont le plus de difficulté à se déplacer.

Même si ces consommateurs pouvaient se servir des transports en commun pour se rendre aux centres d'achat de banlieue, on peut difficilement concevoir qu'ils reviennent de la même façon chargés de boîtes d'épicerie. Et même si plusieurs magasins font des livraisons à domicile (pour un coût additionnel), celles-ci se limitent aux quartiers avoisinants et ne s'étendent certainement pas aux quartiers éloignés du centre-ville.

Le manque de moyen de transport limite effectivement les consommateurs à faible revenu aux magasins de quartiers. Même là, ils ne peuvent pas toujours y trouver les articles qu'ils désirent. Il arrive souvent que ces articles n'y soient pas, et c'est pourquoi on a vu l'établissement d'une institution courante de vente qui n'existe pratiquement pas à l'extérieur des quartiers pauvres, la vente à domicile. Les colporteurs se retrouvent dans tous les quartiers pauvres: ils vendent des vêtements de qualité inférieure, des articles de literie et toutes sortes d'autres accessoires domestiques à tempérament et à un taux d'intérêt élevé. Comme il existe peu d'autres sources de vente au détail d'accès facile, et comme il est possible d'étaler les paiements sur une longue période de temps, les colporteurs jouent un rôle prépondérant dans le marché de consommation à faible revenu.

Comment y remédier

Si l'on veut établir une politique intelligente pour aider les consommateurs à faible revenu, on doit connaître l'ampleur des pratiques de prix différentiels qui existent au Canada, tant pour les produits alimentaires que pour les biens de consommation durables et périssables. Nous devons aussi savoir s'il est vrai qu'il en coûte plus cher de maintenir des succursales de magasins de détail ou d'épicerie dans les quartiers à faible revenu. Quant à ceux qui y sont déjà installés, quels produits vendent-ils et quelles facilités de crédit offrent-ils en comparaison avec les magasins de quartier? Jusqu'à quel point le marché à faible revenu est-il fermé ou dans quelle mesure les pauvres peuvent-ils acheter en dehors de leurs propres quartiers? Dans quelle mesure le marché de consommation à faible revenu est-il assujéti à des pratiques de marketing qui lui sont particulières et qui reflètent les points vulnérables des pauvres?

Seules des réponses à de telles questions pourront permettre d'élaborer une politique corrective à long terme. Les solutions immédiates décrites plus haut peuvent toutefois alléger quelque peu le fardeau des pauvres. On constate avec satisfaction le nouvel intérêt des supermarchés canadiens vis-à-vis des consommateurs canadiens moyens. La situation spéciale des consommateurs dont le manque de revenu les écarte de la moyenne devrait toutefois faire l'objet d'un intérêt spécial et d'une attention urgente.

*Conseil national
du bien-être social*

Références

- 1 — Dépenses des familles au Canada, 1969 (Statistiques Canada).
- 2 — Nutrition: Une priorité nationale (Information Canada, 1973).
- 3 — The Grocery Store Storybook (Self Counsel Press, 1972).
- 4 — Devine et Hawkins, (1972) 6 *Journal of Consumer Affairs* 184, aux pages 187-188.
- 5 — Dryden, Kenneth, étude inédite, Ecole de droit de l'université McGill, 1972.
- 6 — Economic Report on Instalment Credit and Retail Sales Practices of District of Columbia Retailers, Federal Trade Commission, Gouvernement des Etats-Unis, 1968.

De la valeur des carottes croches

André CHARBONNEAU

- *Pour chaque dollar versé à l'achat d'aliments, 65 cents servent à payer les services de mise en marché, 20 cents les fournisseurs des entreprises agricoles et seulement 15 cents l'agriculteur lui-même.*
- *Pour chaque dollar encaissé à titre de revenu par les familles, 24 cents vont à l'achat de produits alimentaires. En 1971, la part du budget consacrée aux aliments n'équivalait pourtant qu'à 17 cents par dollar. En 1961, elle était de 22.4 cents.*
- *Pour chaque dollar dépensé par les Québécois dans le secteur des aliments, une moyenne de 40 cents profite à des marchés situés à l'extérieur de la province. De fait, le Québec n'est autosuffisant que dans très peu de produits: lait, volaille, pomme, carotte, oignon.*

Les indices qui précèdent illustrent trois des aspects fondamentaux de l'évolution du secteur alimentaire. Toutefois, ils regroupent des données si disparates, qu'il importe de les examiner avec soin. La réalité agro-alimentaire est en effet extrêmement complexe. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est inexplicable.

Or, parmi les facteurs qui rendent la situation confuse, il faut signaler en tout premier lieu l'ignorance même des consommateurs. Grâce à elle, les parasites du secteur de l'alimentation s'en donnent à cœur joie. En somme, les consommateurs sont à la fois victimes et causes de leur propre statut de payeur inconscient.

La vache n'a toujours qu'un pis

Jadis, la plupart des familles consommaient les denrées qu'elles produisaient: des fruits et des légumes en saison, du lard en hiver, des œufs au rythme des pondeuses; bref les besoins s'adaptaient alors aux caractéristiques de la production. Or, les urbains ont perdu tout contact avec la nature. Ils ne soupçonnent même pas les difficultés que pose le fait de produire, par exemple, du lait en égale quantité, douze mois par année.

Pourtant une vache ne peut toujours pas nourrir son veau et l'homme simultanément. Elle fournira du lait, en hiver, à condition qu'on la soigne à des coûts beaucoup plus élevés qu'en été, où elle se nourrit en pâturage. D'autre part, les laitiers ne livrent pas une pinte de lait, de vingt maisons en vingt maisons, sans transférer au consommateur le coût de ce service de luxe, pas plus que les producteurs n'assument seuls les paiements avancés pour assurer les nouveaux standards de qualité et d'hygiène (v.g. le passage d'une économie basée sur le transport en bidon à celui du camion-réfrigérant).

L'industrialisation de l'agriculture coûte donc cher, très cher même. De fait, les chiffres montrent qu'elle contribue à 85% du prix actuel des aliments. À ce compte, on devrait payer les œufs aujourd'hui deux dollars la douzaine, soit six fois plus qu'en 1928 alors qu'ils se vendaient 35 cents la douzaine. En réalité, la hausse fut loin de suivre cette tendance inflationniste.

Le passé est passé

C'est que les agriculteurs ont eux-mêmes absorbé, en grande partie, les coûts de l'industrialisation. Ils l'ont fait de deux façons: D'abord en accroissant considérablement leur productivité: pour un même revenu, ils produisent quatre fois plus qu'auparavant. Ensuite, ils ont éliminé de leur rang ceux qui ne pouvaient pas rencontrer les nouveaux critères de sélectivité économique.

Mais cette double solution comportait certaines limites. Au cours des cinquante dernières années, on a pu multiplier notamment par six la quantité de lait donnée annuellement par une vache: disons de 2,000 livres de lait à 12,000 livres. Il est cependant évident qu'au cours des cinquante prochaines années, on ne fera pas passer cette moyenne à 72,000 livres. (Les triplets n'engendrent pas nécessairement des sextuplets). Désormais, en somme, il faudra compter sur d'autres facteurs que la productivité pour empêcher que la courbe des prix alimentaires suive celle de l'inflation générale.

D'autre part, l'élimination des agriculteurs a fini par atteindre aussi un seuil critique. On affirme généralement que ce seuil se situe autour de 5% de la population d'un pays. Or, au Québec, les agriculteurs ne représentent plus en pratique que 1% des citoyens. Ceux qui restent sont devenus importants parce que rares. La sélection naturelle a fait d'eux des hommes capables de s'occuper à d'autres tâches, alors que les exigences de leur profession les préparaient à compter et partant à réclamer plus que le maigre revenu accepté jusque là par leurs prédécesseurs.

Une nature capricieuse

Mais tout cela, au niveau du prix payé par le consommateur, ne compte plus guère. Multipliez par deux le prix payé au producteur, qui tend vers 10%, vous n'aurez augmenté que de 10% le prix final. Mais, multipliez de même le prix des emballages qui équivaut lui-aussi à 10%, et vous arriverez au même résultat. C'est dire qu'aujourd'hui, le contenant coûte aussi cher que le contenu.

Il y a plus. Pensez aux carottes. Elles ne poussent pas toujours aussi droites que les consommateurs les voit. Elles ont parfois deux pattes, des oreilles ou un nez. Celles-là, les vaches les mangent au coût de 10 cents le boisseau, mais non les humains. Pourquoi? Parce que les intermédiaires ont réussi à convaincre les consommateurs que les carottes droites méritaient seules d'être achetées. Il en va de même pour les pommes de terre qui coûtent deux fois plus cher depuis qu'on les met en sac en respectant leur volume individuel.

De même, on a artificiellement fait concevoir comme naturel le fait de consommer des légumes frais en toutes saisons. Pourtant, la saison de la tomate au Québec ne dure toujours que trois mois, celle

du maïs que deux mois, celle des haricots que $2\frac{1}{4}$ mois, celle des épinards $4\frac{1}{2}$ mois, celle des concombres trois mois, celle des asperges $1\frac{1}{2}$ mois, etc. On peut certes étendre quelque peu ces saisons grâce aux techniques de congélation. Mais cela se paie. On peut aussi importer ces produits hors saison: cela aussi se paie, même si pour l'instant on peut encore le faire à bas prix grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre agricole (vg. ouvriers du raisin).

De colonisés à colonisés

Bref, les besoins alimentaires sont devenus de plus en plus artificiels, c'est-à-dire de plus en plus industriels ou commerciaux. Jusqu'ici, pas de problèmes car dans un contexte où les multinationales ont pratiquement occupé toute la place, il est toujours facile de trouver suffisamment de "colonisés" pour satisfaire aux besoins locaux insatiables. Mais là aussi, le seuil paraît être atteint. À la suite des pays producteurs de pétrole, les républiques de "bananes" ont en effet appris à se solidariser. À preuve, le marché du sucre.

Le sucre coûte désormais quatre fois plus cher sur le marché "libre" de Londres que sur ceux de la Communauté économique européenne qui n'a pas besoin d'importer. Or le Canada est lié au marché de Londres. Pendant des années, il a profité du "cheap labor" des pays colonisés. Dans ce contexte, il a pratiquement éliminé sa propre production domestique.

Au Québec, c'est à coût de subventions qu'on a malgré tout maintenu la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire. Mais celle-ci ne fournit toujours que 5% de notre consommation. Aujourd'hui donc, nous assistons au retour du balancier. Nous n'avons pratiquement plus de producteurs chez-nous de sorte que nous sommes à la merci des caprices (et des légitimes réclamations) des pays étrangers. Il est douteux que nous apprenions, du jour au lendemain, à nous débrouiller tout seul.

C'est ici qu'entre en ligne de compte la question de l'auto-suffisance alimentaire québécoise. Par exemple, avant l'existence de la confédération, le Québec était avant tout un producteur de blé. Avec l'ouverture de l'Ouest, nos agriculteurs ont reconnu qu'ils ne pouvaient pas concurrencer efficacement les Plaines de l'Ouest. Ils ont, en conséquence, produit d'abord du foin pour les chevaux de chantiers forestiers (surtout américains) puis, après l'apparition des machines, ils

ont choisi (?) de se spécialiser dans la production laitière. Résultat: aujourd'hui, non seulement nous dépendons en grande partie de la production alimentaire extérieure, mais nous payons aussi les céréales qui servent à l'alimentation de nos vaches au prix que les céréaliers des Prairies veulent bien nous imposer.

Charité bien ordonnée...

Pourtant, les terres de l'Abitibi pourraient concurrencer facilement celles de l'Ouest, pour le blé, tandis que les comtés de Vaudreuil-Soulanges présentent les meilleurs sols à provende qui soient. On ferme les premières et sur les secondes pousse encore le foin. Cela correspond sans doute à une façon de servir les intérêts d'autrui avant les siens. Pourtant, charité bien ordonnée, commence, dit-on, par soi-même, et il importe toujours d'aimer son prochain *comme soi-même*. Ni plus, ni moins.

Restent les carottes et les oignons que nous surproduisons. En récompense de notre "fair play" de consommateur dépendant des marchés étrangers, il serait sans doute normal qu'on nous les achète en vertu des mêmes normes. Pourtant, il n'en est rien. À l'aide de pseudo-règlements d'hygiène, les ontariens, par exemple, réussissent à détourner nos produits de leur marché en exigeant des cageots jaunes quand la mode est au vert, ou des verts quand nos producteurs les ont repeints afin de s'adapter à leurs ultimes exigences.

La guerre des œufs et du poulet n'a pas d'autres bases. Ainsi, derrière le couvert de la lutte menée contre les offices de commercialisation (vg FEDCO) on retrouve, sous le prétexte de défendre les intérêts des consommateurs, une bataille en règle mettant en présence les agriculteurs (surtout d'ici) et les commerçants (c'est-à-dire des firmes multinationales ou étrangères au Québec). Jusqu'ici nos agriculteurs se battent pratiquement seuls. Ils ont bien lancé un appel aux consommateurs en soulignant la parenté de leurs intérêts réciproques, mais l'acheteur ultime est devenu si faible qu'il ne répond plus.

Conclure pour commencer

Que faut-il conclure? Seuls ou avec d'autres, nos agriculteurs réussiront bien à tirer leur épingle du jeu. Ils sont en effet devenus suf-

fisamment rares, informés et compétents, pour ne plus avoir à craindre qui que ce soit. Quant au consommateur, il devra apprendre à se défendre. Pour cela, il devra d'abord démystifier les opérations commerciales alimentaires. Qu'il ne compte pas trop sur la Commission Plumptre pour cela!

Quelles pistes devra-t-il suivre dès lors? Celles du mouvement coopératif certes, mais à condition de ne pas faire le jeu de l'autre système capitaliste ou commercial. Qu'est-ce à dire? Par exemple, que l'IPIC est plus important que la chaîne Cooprix. Que l'information — ou l'éducation — du consommateur passe avant ses besoins avoués, lesquels ne sont souvent que le produit d'une certaine publicité.

Peut-être alors sera-t-il possible de mettre en marché, avec la complicité des agriculteurs, des carottes croches ou des pommes de terre non classées? Peut-être parviendra-t-on dès lors à supprimer un certain nombre d'opérations artificielles qui ne profitent qu'aux divers intermédiaires qui, sans ajouter quoi que ce soit à la valeur du produit, réussissent à soutirer du consommateur une somme d'argent de plus en plus importante?

Pour les coopératives alimentaires, le défi est de taille. Premièrement parce que les plus pauvres de notre système économique sont aussi ceux qui craignent le plus de se distinguer de la masse, tout en demeurant les plus vulnérables au matraquage publicitaire. Deuxièmement, parce que les coopératives elles-mêmes jouent présentement à la surenchère quand il s'agit d'encourager la productivité et la rentabilité, facteurs qui ne profiteront pourtant à long terme qu'à leurs concurrents. Troisièmement, parce que nos gouvernements sont eux-mêmes aliénés et rêvent davantage à fermer des paroisses qu'à accroître la production alimentaire nationale.

Comme les agriculteurs, les consommateurs risquent donc de se retrouver seuls à défendre les règles du bon sens. Divers Nader sont prêts à les aider mais au total seule leur habileté à sortir des sentiers battus leur permettra de gagner la partie. Pour cela, ils devront, mieux que quiconque, apprendre à maîtriser les informations nécessaires à l'orientation de leur action. Ceci devrait d'abord les amener à accepter des carottes croches à 10 cents le minot, plutôt que des carottes droites à prix prohibitif. Un homme informé n'en vaut-il pas deux? À défaut de victoires, ne faudrait-il pas savoir résister? ●

Des "habitants" qui ont de l'allure

La classe agricole est devenue une classe d'élite. L'écémage systématique des campagnes qui a réduit de 120,000 à quelque 40,000 le nombre des agriculteurs au cours des cinquante dernières années, n'a laissé en place que les meilleurs éléments. Les lois de la sélectivité naturelle ont ici joué à merveille. Conséquence, la classe agricole est devenue une des plus dynamiques de notre société.

Or, une double évolution a caractérisé l'histoire récente: d'une part, en forçant l'agriculteur à devenir de plus en plus compétitif et efficace, on l'a transformé en entrepreneur capable de gérer une entreprise de taille industrielle. Il est maintenant à la tête d'une véritable usine qui requiert des investissements dépassant les \$100,000. Au seul titre de "capitaliste", il est en mesure d'exiger un rendement de capital d'environ \$10,000 par année. Placé à la banque, son argent ne lui rapporterait-elle pas cette somme?

Mais l'agriculteur qui jongle avec des chiffres d'affaires de plusieurs dizaines de milliers de dollars par année, est aussi un gestionnaire dont la compétence mériterait aussi d'être récompensée. D'ailleurs, plusieurs abandonnent maintenant l'agriculture pour utiliser leur talent à des tâches plus rémunératrices.

Enfin, l'agriculteur demeure fondamentalement un ouvrier de la terre. Dans le secteur laitier, il doit soir et matin à l'année longue se rendre à son étable pour traire ses vaches. Il pratique aussi une foule de métiers qui occupent quelque soixante heures par semaine. Il s'agit là d'occupation hautement spécialisée qui relève de l'agronomie, du génie, du commerce, etc. À ce titre, il serait normal que son salaire atteigne au moins le niveau de celui du travailleur urbain spécialisé.

D'autre part, l'évolution récente a chassé de l'esprit de l'agriculteur toutes les motivations non économiques qui pouvaient auparavant l'at-

tacher à sa ferme. Sa compétence lui donne une mobilité nouvelle. Les jeunes n'acceptent plus de prendre la relève et préfèrent encaisser le capital pour aller vivre à la ville. La civilisation des loisirs rend invivable sa situation de travailleur esclave du quotidien. Quant au grand air, il pourrait en jouir comme tous les urbains qui disposent d'une maison de campagne. L'agriculteur en somme changera de métier si celui-ci ne lui rapporte pas autant qu'un autre. C'est d'ailleurs ce qu'il fait de plus en plus.

Moralité:

La société paiera désormais le producteur agricole à son juste mérite sinon l'agriculture disparaîtra du Québec.

Les jeunes agriculteurs

Nous croyons que si l'on veut une relève suffisante en agriculture, il faut mettre en place des politiques agricoles à long terme, des politiques planifiées, concertées davantage entre le Provincial et le Fédéral.

Sans quoi nous allons faire face à une pénurie d'agriculteurs, sans quoi nous allons être obligés de nous résigner à payer encore beaucoup plus cher pour manger, et peut-être même parfois en manquer. Sans quoi nous serons à la merci des requins de l'alimentation d'ici, des autres provinces, des États-Unis et d'ailleurs. À moins que nous consentions à devenir toujours plus dépendants des autres pour apaiser notre faim... un peuple ainsi dépendant est tout proche de sa fin...!

ASSOCIATION DES JEUNES CULTIVATEURS
54 nord, Place Bourget
Joliette

Ottawa, c'est ailleurs

Pour le gouvernement fédéral, l'agriculture du Québec n'a qu'une fonction: produire du lait. Vue d'Ottawa, en effet, l'autosuffisance alimentaire n'est pas perçue de la même manière qu'à Québec. Les fruits peuvent venir d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse ou de la Colombie britannique; les céréales et les bovins de l'Ouest, les légumes et le porc de l'Ontario, les pommes de terre du Nouveau-Brunswick. Pour des raisons politiques, il est important de conserver ce type de partage des productions.

Le gouvernement fédéral n'a donc pas de politique agricole québécoise. Tout au plus, a-t-il une politique laitière. Mais comme le Québec partage avec l'Ontario ce secteur de la production et qu'Ottawa demeure situé dans cette province... Comme en outre, le lait après tout n'est qu'une denrée secondaire sur les marchés de l'alimentation, les spécialistes fédéraux n'y investissent pas plus d'énergie que nécessaire. Par exemple, même si 70% des revenus des fermes commerciales du Québec proviennent de la production laitière, 2,6% seulement des sommes dépensées pour la recherche fédérale au Québec visent à améliorer le secteur laitier. Le reste sert à financer des projets dont profiteront surtout les agriculteurs des autres provinces.

À la limite, Ottawa souhaiterait la disparition de l'agriculture québécoise. Cela réglerait bien des problèmes à commencer par celui des provendes. Il ne l'avouera évidemment jamais. Il demeure que le gouvernement fédéral manque d'enthousiasme pour développer la production agricole québécoise, ne serait-ce que parce que les agriculteurs du Québec ne représentent pratiquement plus rien sur l'échiquier électoral.

Conclusion:

Ne comptons surtout pas sur Ottawa pour améliorer l'agriculture québécoise.

Les rêves de M. Toupin

Le programme agricole du Ministère de l'agriculture du Québec est, sur papier, un des plus beaux qu'il soit possible de formuler. Il est pratiquement complet, couvrant les problèmes de l'agriculture à tous les stades, primaire, secondaire et tertiaire: du drainage aux fermes touristiques. Une seule lacune fondamentale: une centralisation excessive des pouvoirs et des budgets aux mains des fonctionnaires en poste à Québec.

Ce beau programme n'a malheureusement qu'une portée restreinte. Premièrement parce qu'il ne serait applicable que dans un Québec indépendant. Deuxièmement, parce que le ministère ne dispose que d'un budget ridicule. Troisièmement, parce que la marge de manœuvre des responsables du Ministère ne leur laisse qu'une possibilité: jouer aux pompiers, quitte à laisser les projets moisir dans les tiroirs. Au demeurant, on peut dire que dans les circonstances il n'y a guère moyen de faire plus ou mieux.

Le ministre Toupin rêve de solutionner à peu près tous les problèmes agricoles du Québec. Il va plus loin, il ouvre de nouvelles perspectives: agro-tourisme, agro-alimentation, agro-forêt, agro-ci, agro-ça. S'il suffisait d'imaginer l'avenir pour qu'il prenne forme, le Québec serait auto-suffisant en matière alimentaire, un zonage adéquat des sols existerait, l'industrie compléterait la production primaire, la mise en marché serait ordonnée et les agriculteurs gagneraient des revenus décents.

Mais, en pratique, rien ne se fait sans sous. Et le ministre n'en a pas. Dommage, car il a du talent, ce petit! Ces projets serviront peut-être un jour à un autre gouvernement, pour qui l'agriculture méritera plus qu'une attention distraite.

Le socialisme privé de l'UPA

Consciente de l'évolution récente de l'agriculture québécoise, l'Union des producteurs agricoles s'efforce de sauver l'agriculture québécoise. À cette fin, elle doit réussir à améliorer les revenus de la classe agricole, à préserver les sols arables, à régulariser les lois du marché, à stimuler la relève. Tels sont donc les principaux objectifs de l'UPA.

Les récentes manifestations agricoles ont clairement démontré l'urgence d'assurer à l'agriculteur un revenu proportionnel à son apport socio-économique c'est-à-dire un rendement pour son capital, une rémunération pour sa gestion, un salaire décent pour ses nombreuses heures de travail. Les moyens d'assurer cet objectif sont multiples et varient d'une production à l'autre. Ils peuvent prendre la forme d'exemption de taxes, de subsides, de services, de politiques tarifaires, de prix minimum, etc. Dans l'ensemble, cet ajustement implique l'existence de plan conjoint grâce auquel les producteurs mettent en commun leurs produits, formant en quelque sorte un cartel de vendeurs, pour se partager ensuite les revenus liés à leur vente ou à l'assistance de l'État. L'UPA est parvenue jusqu'ici à organiser un grand nombre de plans conjoints couvrant les principaux secteurs de production.

Préserver les sols arables implique plus que le zonage des terres. En acceptant de renoncer à spéculer sur la valeur urbaine éventuelle de leurs propriétés, les agriculteurs exigent en retour certaines compensations. Par exemple, le drainage partiellement défrayé par l'État. Ils veulent bien aussi lutter contre la pollution, mais à condition qu'ils ne soient pas les seuls à agir: "Nous bâtirons, disent-ils, nos porcheries à distance raisonnable des îlots d'habitation, à condition que les urbains ne viennent pas construire leurs maisons à proximité de nos installation pour exiger ensuite le déplacement de nos édifices".

Troisièmement, la régularisation des marchés est en grande partie assurée par l'existence des offices de commercialisation qui gèrent les plans conjoints. Sur ce terrain, des progrès indéniables ont été réalisés au cours des dernières années. Ayant décidé de ne plus faire confiance qu'à eux-mêmes, les agriculteurs ont mis sur pied des organismes qui, en marge pratiquement du système capitaliste existant, fonctionnent si l'on peut dire sur la base d'un socialisme privé. Un socialisme genre coopérative alimentaire, vue cette fois du point de vue du vendeur et non plus de l'acheteur.

Enfin, les problèmes de la relève exigent des solutions nouvelles: d'abord des outils de formation, ensuite des possibilités de crédit, puis des nouvelles formes de propriété et de gestion.

D'où les demandes visant à encourager les fermes de groupes, les banques de sols, les centres de traite communautaire, etc. Mais il demeure évident que la clé se trouve du côté de la rémunération: les jeunes accepteront en effet de cultiver la terre à condition de ne plus connaître les difficultés et le manque à gagner de leurs aînés.

L'UPA, en somme, lutte sur bien des terrains à la fois que les exemples précédents ne font qu'illustrer. Il faudrait beaucoup plus que le présent cahier pour énumérer simplement ses principales activités. L'essentiel est de retenir que les agriculteurs disposent présentement d'une association non seulement capable de les représenter mais aussi d'agir au nom de tous. C'est une force avec laquelle les gouvernements doivent désormais composer.

Le Québec face aux multinationales

Le budget du ministère québécois de l'agriculture gravite autour de \$100 millions. C'est beaucoup semble-t-il à première vue. C'est pourtant trois fois moins que celui de la Coopérative Fédérée et onze fois moins que celui de la Canada Packers qui touchait \$1,072 millions en 1973-74. Mais il y a plus.

Ces géants d'ici sont des nains à côté des firmes agro-alimentaires mondiales. La très puissante compagnie anglo-hollandaise Unilever contrôle à elle seule un budget annuel de \$7,000 millions. Le total des ventes nettes effectuées par les trente principales entreprises du monde dépasse les \$50,000 millions. Comparé à ce chiffre, le poids relatif du ministère de l'agriculture tombe à 0.002%.

Comme les dépenses alimentaires au Québec atteignent environ \$3,000 millions, on conçoit que les multinationales n'accordent pas une attention prioritaire à notre marché. Comme le produit de notre agriculture est trois fois moindre, on devine également que les firmes mondiales ne s'intéressent guère à ce que nous produisons. Par contre, au moins 27 d'entre elles pourraient acheter toute notre production pour une somme équivalente à leur chiffre de vente annuel.

"C'est-y assez fort?"

(Tableau: page suivante)

**Principales firmes agro-alimentaires mondiales
(année 1970)**

Nom	Siège social	Ventes nettes (millions de \$)
UNILEVER	anglo-hollandais	6,883
SWIFT	américain	3,076
KRAFTCO	"	2,751
GREYHOUND (Armour)	"	2,740
Total des dépenses alimentaires au Québec en 1969		2,700
NESTLÉ	suisse	2,334
GENERAL FOODS	américain	2,045
BORDEN	"	1,827
RALSTON PURINA	"	1,767
CONSOLIDATED FOODS	"	1,652
COCA COLA	"	1,606
La plus importante firme canadienne CANADA PACKERS		894
La principale entreprise québécoise la COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE		300 (en 72-73)
Le produit agricole total du Québec en 1969		725
Le budget du Ministère de l'Agriculture du Québec		100

Des intermédiaires sans visage

Est-il étonnant de constater que les grandes firmes agro-alimentaires nous vendent des primes et des emballages au même titre que des aliments? Certainement pas, si l'on considère que ces entreprises ont des intérêts dans une foule d'autres secteurs de l'activité économique. À la limite, la nourriture ne sert que de prétexte au fonctionnement des filiales chargées du transport, de la publicité, de la papeterie, etc. Avec votre steak, vous mangez donc du pétrole, de la mine à crayon, de la carcasse de bateau et mille autres choses encore. Bon appétit! Les multinationales elles n'en manquent pas.

Dans ce contexte, il devient futile de chercher quels sont les profits réalisés par ces compagnies. Les chiffres officiels qu'elles publient ne veulent strictement rien dire. N'a-t-on pas vu récemment une filiale pratiquement en faillite acheter pour une chanson sa maison-mère trop florissante, grâce à l'argent prêté "à perte" par un autre membre de la famille industrielle? Résultat: les trois compagnies sont officiellement dans le rouge même si le complexe a réalisé des profits sensationnels.

Autre exemple: une compagnie de sucre a prétendu qu'elle ne faisait récemment que transmettre aux consommateurs les hausses de prix qu'elle subissait elle-même à l'achat du produit venu d'un pays en voie de développement. Ce qu'elle ne disait pas, c'est qu'elle était propriétaire du vendeur étranger, lequel n'a même pas à déclarer ses profits vu que le gouvernement de ce pays exportateur n'impose pas les profits des "bonnes compagnies capitalistes étrangères qui viennent assurer le développement local et créer des emplois". Et patati et patata!

Le jeu des spéculations

Lorsqu'on parle des intermédiaires du secteur de l'alimentation, on oublie généralement de distinguer les spéculateurs des transformateurs. Cette distinction est pourtant fondamentale. Les premiers n'ajoutent absolument rien à la valeur du produit et ne font que profiter d'une situation conjoncturelle pour réaliser des profits substantiels. Les secondes, par exemple les conserveries, transforment le produit primaire ou assurent un service essentiel, par exemple le transport. Habituellement, l'écart des prix d'achat et de vente chez ces dernières est aussi raisonnable que celui que l'on enregistre dans d'autres secteurs industriels. Il serait même inférieur à la moyenne.

Le véritable ennemi du consommateur serait donc le spéculateur. Il s'agit d'un véritable parasite qui joue à la bourse avec des denrées alimentaires comme il le fait avec les actions industrielles. Il achète à la baisse pour revendre à fort prix après avoir bien souvent créé artificiellement la rareté qui fera monter les prix. Il n'ajoute rien au produit qu'il ne touche d'ailleurs jamais. Son immense pouvoir d'achat lui permet souvent de manipuler le marché à son gré.

Ce monsieur "On", n'a aucun visage: c'est un trust, une banque, un millionnaire anonyme. On estime qu'en Ontario, une quinzaine d'agents se spécialisent dans ce type d'opération. On a aussi remarqué que la spéculation sur les marchés boursiers alimentaires augmentait lorsque les autres marchés boursiers s'effondrent.

Ces jeux spéculatifs embêtent royalement les honnêtes intermédiaires. Comment, par exemple, FEDCO peut-elle planifier la vente des œufs au Québec (et réduire les pertes dues aux invendus que le consommateur finalement assumera) si d'une semaine à l'autre un spéculateur peut amener sur son marché des œufs qu'il vendra s'il le faut à perte un certain temps quitte à se reprendre plus tard quand son opération aura suffisamment désorganisé la production pour créer une rareté. On comprend dans ce contexte que les spéculateurs craignent comme la peste les offices collectifs de vente du genre FEDCO qui sont tout de même mieux organisés que les particuliers pour résister à ce type de guerre économique. C'est pourquoi, les spéculateurs avec

la complicité de la commission Plumptre comptent parmi les principaux adversaires des plans conjoints mis en place par les agriculteurs.

Tout effort en effet visant à restreindre les possibilités de faire fluctuer les prix, nuit à leur pouvoir de marchandage. Or, un des buts premiers des offices de commercialisation du genre FEDCO est précisément de réduire au maximum les fluctuations de prix. Au nom de la sacro-sainte liberté d'entreprise, le gouvernement hésite à trancher le litige qui oppose ces deux types d'intermédiaires ennemis. En attendant, le consommateur paie la note et les spéculateurs continuent de s'enrichir sans ajouter quoi que ce soit à la valeur du produit dont ils disposent selon leur fantaisie.

Saviez-vous que...

Au Québec, nous produisons beaucoup de veaux que nous n'aimons guère manger et très peu de bœuf que nous devons importer;

— nous exportons des longes de porc mais nous importons des jambons;

— nous exportons aux États-Unis notre meilleur porc, parce que les américains acceptent de le payer plus cher que leur propre produit, mais nous importons leur porc de qualité inférieure parce que nous ne savons pas faire la différence: ce qui nous oblige à payer un prix additionnel pour le transport;

— nous exportons des fraises fraîches, mais nous importons des fraises congelées;

— nous exportons du fromage cheddar mais nous importons des fromages fins;

— au Québec, on encourage les cultivateurs à quitter leur ferme tandis qu'en Suisse on rémunère les agriculteurs qui ne peuvent pas produire sur une base rentable afin de conserver au paysage son caractère humain dont profite l'industrie touristique;

— le revenu moyen en agriculture est passé de \$1,100 en 1951 à \$2,200 en 1971: il a donc doublé mais entre-temps le revenu moyen des salariés industriels a triplé.

MORALITÉ:

Savoir qu'est-ce que ça donne

Certains psychologues prétendent que les futures victimes d'un crime portent en elles les germes psychologiques qui déclencheront la réaction de leur éventuel agresseur. Il n'y aurait pas d'exploiteurs s'il n'existait pas d'exploités en puissance. Gandhi a vaincu la Grande-Bretagne en refusant de se battre contre elle. Si quelqu'un te frappe à la joue droite présente-lui la gauche. Il n'y a rien de tel pour désorganiser un adversaire. Au Vietnam, la guérilla a complètement déboussolé l'armée américaine en créant le vide contre lequel les masses d'acier sont demeurées impuissantes.

Prendre conscience que des forces trop grandes agissent contre soi, c'est se préparer à refuser de les affronter. C'est choisir un autre terrain. Or, la plupart des mouvements coopératifs ou autres qui cherchent à corriger le système économique dans lequel nous vivons ne réussissent pas à lever l'ambiguïté de leurs ambitions: ils cherchent à concurrencer les puissances commerciales tout en affirmant que le système est pourri. Résultat: les caisses deviennent des banques et les Cooprix de province expulsent l'IPIC.

Il n'existe pourtant qu'un moyen de vaincre les gros: refuser l'alliance du pot de terre et du pot de terre. Construire à côté, selon des lois différentes de celles qui prévalent sur les marchés réguliers. Une coopérative alimentaire ne doit pas avoir pour ambition de vendre moins cher qu'une chaîne de distribution. Elle n'a de sens que si elle permet à ses membres de vivre une expérience de marché nouvelle, une expérience de communauté d'échange et partant de communication.

C'est donc en réfléchissant à cette réalité "communauté-communication" qu'on a le plus de chance de créer ce monde nouveau où les puissances mercantiles viendront se casser les dents. On ne met pas de vin nouveau dans de vieilles outres.

Une solution ou une étape?

Le club coopératif de consommation

Le Club Coopératif de Consommation d'Abitibi-Ouest (La Sarre) existe depuis 3 ans (octobre 1971). Pour en retracer les débuts et décrire son fonctionnement actuel, j'ai interrogé deux pionniers du Club ainsi que deux membres actuels du conseil d'administration.

MARCEL ALBERT

Dites-moi comment a commencé le Club coopératif de consommation d'Abitibi-Ouest, et pourquoi on a eu cette idée.

D'abord, il faut dire que dans la région de Montréal on parle plus de comptoir alimentaire que de club coopératif de consommation. Pour moi, un comptoir c'est une unité plus petite (100 à 125 membres) où tout le travail est fait bénévolement et où la formation du membre se fait surtout à travers sa participation. Cette formule serait plus proche du "club d'achat" qui permet à un groupe minimum de membres d'éliminer un intermédiaire et de s'approvisionner au prix du grossiste.

Tandis que pour nous, nous considérons que même si la participation est très importante, l'accent est mis plutôt sur la découverte de la force des consommateurs qui s'unissent et restent solidaires pour se donner des services plus complets: service de la viande, des fruits et légumes, etc. Cela lui permet d'avoir un gérant qui s'occupe des achats, un boucher, des caissières. Il s'agit de trouver ce qui sera à la fois le plus efficace et le plus satisfaisant pour les membres.

Ici, dans la région du Nord-Ouest Québécois, le premier club coopératif à prendre une expansion aussi rapide fut celui de La Sarre,

faisant suite à l'expérience plus limitée de Malartic quelques mois auparavant. Le Club a ouvert ses portes le 1er octobre 1971 avec 104 membres, et le 31 octobre il devait limiter le nombre de ses membres à 250 parce que le local était trop petit. Au printemps suivant, il fallait déménager dans un local plus grand et en quelques mois le nombre de membres devait encore être limité à 550, avec une liste d'attente de plus de 50 personnes.

Tout cela a commencé avec l'idée d'un "club de consommateurs" qui regrouperait les forces pour pouvoir négocier certains avantages: la réduction de \$0.05 le gallon pour l'huile à chauffage et la gasoline.

Rapidement, en faisant du porte à porte et des rencontres, on a recruté 1200 membres, bénéficiant des escomptes négociés par les responsables, après avoir payé une carte de \$2.00 par année. La riposte ne se fit pas attendre. L'année suivante, les garagistes se formaient en association, et l'an dernier les compagnies de pétrole ont refusé toute négociation. Le club ne fonctionne plus depuis ce temps. Cependant, il a donné naissance au Club coopératif de consommation.

La formation du Club s'est faite rapidement à partir d'un petit noyau de gens qui avaient plus conscience de la force du groupe et qui désiraient changer quelque chose à leur situation. Ils réalisaient que le besoin le plus important du consommateur se trouve au niveau de l'alimentation. Ils savaient aussi qu'il y avait moyen de faire quelque chose grâce à leur solidarité en se servant de la formule coopérative.

Quelles sont les préoccupations qui animent un club alimentaire, ses responsables, ses membres?

Mettre sur pied un club d'alimentation est toute une histoire. Nous étions tous débutants dans le domaine coopératif; il nous fallait donc commencer par faire notre propre éducation.

Au début, les gens qui ont fait le recrutement étaient pleins de bonne volonté, mais ils manquaient de formation et même d'information sur le fonctionnement d'une coopérative à frais direct. Ils ont mal expliqué, par exemple, la cotisation hebdomadaire et la nécessité du bénévolat. Tout cela a causé des problèmes.

Ensuite, ce fut le problème de la finance. La Caisse Populaire avait refusé notre demande d'emprunt de \$5,000 sans même la trans-

mettre au comité des prêts. À la suite de conseils venant d'un employé de banque et de pression exercée, la Caisse a enfin autorisé cet emprunt à condition que chaque directeur endosse personnellement l'emprunt. Même après cette démarche, la direction de la Caisse hésitait encore. Elle est allée jusqu'à convoquer individuellement chaque directeur du Club Alimentaire et faire pression sur eux pour les décourager et les détourner de ce projet.

Comment faites-vous pour régler les problèmes qui ne sont pas sans se présenter plus souvent qu'à leur tour?

Un des problèmes que nous rencontrons est celui de la non-participation. Environ 75% des membres font du bénévolat. Il reste de 100 à 125 membres qu'on ne voit pas. Certains ont de bonnes raisons, par exemple, ceux qui travaillent sur les "shifts" ou qui n'ont pas été rejoints par les chefs d'équipe. Nous sommes à refaire à neuf la liste des équipes pour le bénévolat. Nous proposons d'autres formes de participation durant le jour. Le contrôle des chefs d'équipe (26 équipes de bénévoles) devient de plus en plus efficace. En janvier, nous serons en mesure d'agir. Dès qu'il sera évident qu'un membre refuse de faire sa part, il sera exclu du Club.

Avant d'entrer dans le Club, le nouveau membre doit avoir assisté à une soirée d'information comprenant une explication sur les principes du mouvement coopératif, de la coopérative à frais direct, de son fonctionnement, des droits et devoirs du membre.

Pour qu'il y ait participation active de tous les membres, le comité de formation a proposé qu'aux prochaines assemblées il y ait travail en atelier pour tous. Il prévoit huit ateliers: comité de surveillance, bénévolat, prévoyance, finance, conseil d'administration, département de viande, fruits et légumes, achat de la production locale, autres possibilités de coopératives (jardin, garage...). Ce travail en atelier s'est fait l'an dernier, et cela a donné de bons résultats.

Le Club, cette année, va atteindre un chiffre d'affaires de \$1,300,000, et la tenue des livres se faisait en partie par le gérant et par un bénévole. Il était difficile pour le conseil d'administration d'avoir continuellement une idée exacte de l'état financier. On a découvert, parmi les membres, cinq comptables. Ils ont formé le comité des finan-

ces et ils ont mis en marche un nouveau système de tenue de livres et de comptabilité toujours à date. Une répartition des tâches a été faite.

Au début, deux réunions du conseil d'administration par mois suffisaient pour voir à la bonne marche du Club. Maintenant il y a souvent une réunion par semaine. C'est vraiment une lourde tâche. On constate un essoufflement chez certains des pionniers, mais ils sont remplacés par d'autres. C'est un gros "bateau" pour des travailleurs de diriger tout cela en se réunissant le soir, bénévolement, après leur travail.

Croyez-vous avoir réalisé les objectifs que vous vous proposiez?

Au départ, on pensait que le Club aiderait beaucoup les plus défavorisés (assistés sociaux, etc.). Or, ce n'est pas le cas. La grosse majorité des membres, ce sont des salariés plus favorisés, c'est-à-dire ceux qui sont habituellement juste capables de joindre les deux bouts. Les autres sont dans l'impossibilité de payer comptant et de faire un budget, parce que leur revenu n'est pas suffisant pour répondre aux besoins absolument essentiels d'une famille. Ils doivent couper sur la nourriture, le vêtement, le logement, et ils doivent s'endetter et utiliser le crédit. L'argent doit rentrer durant la semaine pour pouvoir faire les achats de la semaine suivante.

Le club alimentaire n'apporte assurément pas une solution au problème de l'alimentation, mais il apporte un soulagement parce qu'il permet à ses membres d'en avoir plus pour leur argent. Cependant il pourrait être un élément de solution lorsqu'il sera en mesure de s'approvisionner directement auprès du producteur, en éliminant les intermédiaires, surtout pour la viande et les légumes. Présentement, cela est impossible parce que les cultivateurs ne disposent pas d'un moyen de mise en marché et de classification des produits. Un agro-centre serait la solution. On espère que cela sera réalisé l'été prochain.

Une chose est sûre, le mouvement coopératif répond à des besoins urgents et plus vivement ressentis à notre époque. Il devient alors, pour le milieu populaire, l'instrument le plus valable pour atténuer les problèmes d'approvisionnement et réaliser l'éducation et la formation en profondeur d'un certain nombre de membres. Les clubs coopératifs de consommation jouent, à cet égard, un rôle irremplaçable.

Le comptoir alimentaire une école à notre mesure

Écrire quelques pages sur ce qu'on a vécu dans nos Coop (comptoirs alimentaires) c'est peu d'espace; par contre, il est grand temps que les membres eux-mêmes s'expriment.

Notre expérience s'est diffusée verbalement et on se rend compte qu'il serait grand temps de s'occuper d'informer concrètement et efficacement les travailleurs qui, comme nous, sont intéressés à s'organiser collectivement sur le plan de la consommation.

Comme nous l'avons souligné, le sujet est très large à couvrir, c'est pourquoi nous avons tenté de relever quelques expériences que nous avons vécues chacun chez nous.

Avec tous les moyens qui s'offrent à nous pour s'organiser collectivement, il devient parfois difficile de choisir. Quant à nous, le choix du Club coopératif de consommation nous le préconisons toujours... parce qu'il concerne une préoccupation quotidienne où il n'y a pas de possibilité de faire la grève, malgré que ce soit un lieu où l'exploitation est de plus en plus scandaleuse.

Apprentissage au travail de groupe

Le résultat le plus évident de la mise sur pied de la Coop, c'est d'être une école pratique.

Cette école nous a d'abord appris à fonctionner techniquement. Nous étions, pour la plupart, des profanes sur le plan technique; il nous a fallu apprendre tous les jours, et l'on peut dire sans prétention que nos Coop ont formé des techniciens très compétents et surtout des organisateurs. Mais ce n'est pas la technique traditionnelle qui s'applique intégralement chez nous. Une fois la technique acquise, il reste une étape importante et difficile à franchir: c'est d'apprendre à

travailler en groupe, et ça, on l'apprend encore car ce n'est pas dans nos milieux de travail que l'on apprend à agir collectivement.

Faire fonctionner une entreprise sans patron, c'est un défi permanent que l'on s'est posé et qui, pour nous, a une importance fondamentale. Non seulement sans patron, mais sans profit. Cela peut paraître simpliste, mais dans les faits c'est très difficile et parfois on éprouve de très grands problèmes à ce niveau.

Retourner à l'école, ce n'est pas toujours facile.

Information au contact des autres

Jusqu'ici on en est à l'organisation du service, mais nous sommes convaincus que les résultats obtenus nous mènent à d'autres niveaux de conscience et d'action.

Une fois que nous avons obtenu une capacité technique suffisante pour le bon fonctionnement de la Coop, il devient plus facile de mieux réfléchir au système économique et à celui de la consommation.

C'est après un minimum d'implication que les membres cherchent plus d'informations et que les autres membres deviennent des sources d'information.

Et c'est à partir des avantages économiques que l'on retire à travailler en groupe, que l'on se sensibilise aux effets de la solidarité et que l'on reconnaît celle-ci comme essentielle.

Au contact des autres travailleurs de notre milieu, on se rend compte que nos problèmes se ressemblent, que nos milieux de travail ont des points communs; ainsi, on s'implique de plus en plus dans notre communauté locale.

À la Coop, on peut y venir chercher les informations dont on a besoin et, en groupe, on apprend à s'exprimer, à prendre conscience de ses capacités.

Autofinancement, source d'autonomie

On apprend aussi à s'autofinancer. Il est essentiel qu'un groupe se suffise financièrement afin de ne pas recourir constamment aux subventions des gouvernements.

Un groupe populaire perd de sa vitalité et de son militantisme lorsque son financement est assuré de l'extérieur, par exemple les Projets d'Initiative Locale (P.I.L.).

Quelques pièges

Il y a des pièges qui se présentent et il faut être capable de les identifier. Par exemple: lorsque ça fait quelque temps qu'on est dans le groupe on devient un leader et on a besoin de savoir beaucoup d'autres choses. Il faut savoir mesurer son implication, tenir compte de la présence et de l'opinion des autres; il faut apprendre à être leader sans écraser les autres.

Le leadership provient des contacts avec les membres et de notre implication personnelle. Il faut toujours viser l'implication des autres et toujours décentraliser afin de ne pas monopoliser le pouvoir. N'oublions pas qu'il n'y a pas de "boss" à la Coop et que nous sommes tous propriétaires à part égale.

Comme leader, il ne faut pas avoir peur de se remettre en question, de changer de poste à la Coop afin de laisser aux autres la possibilité d'être responsables d'une équipe. On apprend aussi que ce n'est pas tout le monde qui peut devenir leader, ou responsable d'une équipe, comme ce n'est pas tout le monde qui va participer volontairement à la Coop. Il reste quand même que c'est la majorité qui parvient à s'impliquer.

Les limites

Par-dessus tout ça, on est conscient qu'on est limité. Par exemple: les assistés sociaux qui se font rares dans nos groupes. Il y a définitivement un problème de communication puisque leurs problèmes de consommation sont, dans une certaine mesure, semblables aux nôtres. Mais la société nous a divisés, et cette division se fait sentir entre nous. On doit apprendre à étendre la solidarité à ceux qui font, autant que nous, les frais de cette société.

Il y a aussi d'autres valeurs traditionnelles qui se sont perdues et qui nous barrent la route. Par exemple, on vous répond que le bénévolat ça ne se peut pas, que c'est dépassé, qu'il y en a sûrement qui "se bourrent la face" là-dedans. On se méfie des bonnes intentions, parce qu'on a appris à être individualiste.

Et puis, il y a la publicité qui est notre ennemi de tous les jours. Elle nous contredit tout le temps, elle informe plus efficacement à court terme. Nous avons constamment à lui tenir tête.

De plus, le système économique dans lequel on se bat est très fort. Avec les monopoles, on se rend compte que notre pouvoir économique est limité. Il y a de moins en moins de concurrence efficace, et le contrôle devient de plus en plus grand. Mais on n'est pas disparu pour autant.

Des gens décidés

Un d'entre nous a posé cette question: "Qu'arriverait-il chez vous si on fermait la Coop?"

On s'est tous regardé et tous étaient du même avis. Ce n'est pas la fermeture qui va régler le problème, et ce n'est pas la fermeture qui va nous démobiliser, les membres des Coop alimentaires. Le "système" ne récupérera pas un vrai militant d'une Coop alimentaire!

UN GROUPE DE MILITANTS
de quatre différentes Coop

Les ACEF

et la lutte de l'alimentation

Qu'est-ce que les ACEF?

Le mouvement ACEF (Associations Coopératives d'Économie Familiale) est issu du mouvement ouvrier du Québec. Ce sont tout d'abord les syndicats, et en particulier la CSN, qui patronnèrent la naissance de la première ACEF.

C'est à Shawinigan, au cœur de la Mauricie, qu'elle fut formée à la suite d'une grève de six mois touchant 1,400 travailleurs. Elle vit le jour grâce aux efforts soutenus et concertés de syndicalistes, de militants sociaux et d'administrateurs de coopératives d'épargne et de crédit.

En quelques années seulement, ce modèle fut adopté dans huit des dix régions administratives du Québec. À l'intérieur de chaque région, le mouvement ACEF tend à étendre son action au plus grand nombre de localités possible.

Les ACEF du Québec se veulent un instrument de libération des consommateurs québécois, en devenant un groupe de pression et une véritable *université populaire*.

Organisées selon la formule coopérative, les ACEF sont composées d'organismes-membres qui partagent les buts du mouvement. Ces propriétaires collectifs des ACEF (on en comptait 268 au mois de juillet '71) ont trouvé, au sein de cette structure, un carrefour où ils pourraient faire un consensus sur des objectifs à plus long terme pour la collectivité québécoise.

C'est par une attaque systématique, cohérente et soutenue contre les causes de l'exploitation des consommateurs et les institutions qui la perpétuent, que les ACEF seront en mesure de mieux défendre les consommateurs du Québec.

Interview

Quel appui l'ACEF apporte-t-elle dans la solution des problèmes de l'alimentation?

Les groupes d'ACEF veulent aider les gens à mieux comprendre le phénomène de la hausse des prix dans l'alimentation et à se battre pour obtenir des solutions. Par exemple, nous libérons des permanents qui travaillent dans les quartiers à mettre sur pied des coopératives. Nous privilégions les comptoirs alimentaires sur les Cooprix, parce que dans les comptoirs on fait appel davantage à la participation du monde. Ils peuvent ainsi prendre davantage conscience de la problématique qui se pose au plan de l'alimentation et de ce qu'ils peuvent faire ensemble.

L'ACEF veut être un moyen de sensibilisation, mais aussi de mobilisation: un canal de bataille entre les gens de la base et ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique. Par exemple, nous préparons actuellement une lutte auprès de la Régie des produits agricoles contre l'augmentation du prix de la pinte de lait. C'est là un des problèmes auxquels nous nous attaquons actuellement car c'est le plus urgent et le plus actuel pour les familles ouvrières. Nous tentons de mobiliser les gens et les organismes en vue de faire un front commun pour dénoncer les véritables causes des problèmes.

Un genre de syndicat des consommateurs, quoi?

Oui. Parce que les consommateurs n'ont aucun pouvoir actuellement. À l'ACEF, on mise sur le fait que si les gens s'organisent en tant que consommateurs, ils peuvent aller chercher l'information pour comprendre le phénomène de l'inflation. Et l'on pense que des batailles comme celle de la pinte de lait peuvent être des occasions pour montrer tout le rouage du commerce de l'alimentation. Une occasion aussi pour faire voir aux gens que, s'ils s'organisent, c'est où qu'il va

falloir frapper et dans quel genre d'organisations il va falloir qu'ils se lancent.

Nous avons, pour cela, des rencontres de conscientisation. Elles vont déboucher sur des genres de "syndicat de consommateurs" qui vont être à l'image des syndicats dans la production: c'est-à-dire, des groupes impliqués dans le processus de distribution des produits alimentaires, et qui font bloc. S'il y a tant d'exploitation à ce niveau, c'est qu'il n'y a pas de force qui peut réagir.

Lorsque des organismes comme la Régie veulent avoir quelqu'un qui parle au nom des consommateurs, ils viennent consulter l'ACEF. Nous rejoignons bien actuellement quelques organismes-membres, mais nous n'avons pas encore de racines qui rejoignent des groupes, des citoyens qui se rassemblent pour exprimer ce qu'ils veulent.

Les comptoirs alimentaires coopératifs sont-ils une solution au problème de l'alimentation?

Les gens pour qui les comptoirs sont faits, y sont en minorité parce qu'on ne peut pas leur faire de crédit. Les heures d'ouverture sont faites pour favoriser ceux qui ont leur paye chaque semaine ou 15 jours. Mais l'assisté social ne reçoit pas nécessairement son allocation le jeudi; et quand il la reçoit, la première chose qui presse c'est la commande d'épicerie. De plus, l'endroit où est situé le comptoir occasionne des dépenses de transport.

Si les gens sont quelques semaines sans y aller, les frais directs s'accumulent et ils ne trouvent plus moyen de les rembourser. On s'aperçoit que le comptoir, dans ses normes actuelles, n'est pas tellement fait pour ces gens: il va falloir penser à une autre façon. Mais on n'a pas encore de réponse. Si c'était une majorité d'assistés sociaux qui l'administreraient, probablement qu'il ne fonctionnerait pas de la même manière.

Au point de vue de l'organisation, le comptoir est un magasin qu'il faut faire fonctionner. Or les gens qu'on veut atteindre en priorité par le comptoir alimentaire ne sont pas entraînés à prendre en main une telle chose. Dans ceux qui vont bien, c'est une minorité qui les fait marcher. Le pouvoir n'est pas entre les mains des travailleurs, mais des gens plus scolarisés.

Pourtant, il reste le principe coopératif: "Un homme, un vote".

Oui, mais Mme Unetelle, assistée sociale, n'est pas familiarisée avec les questions qu'on y discute, elle n'est pas habituée dans les assemblées générales. Le défi est donc double: d'une part, faire fonctionner le comptoir, d'autre part faire un travail d'éducation pour que les gens puissent prendre leurs affaires en main. Alors, c'est une bataille très douloureuse, parce que ce n'est pas d'une façon rationnelle que le problème se présente.

Au dernier congrès de l'ACEF, on a dit qu'il y avait deux sortes de monde dans les comptoirs: les intellectuels de gauche qui veulent apprendre à l'autre type de monde, qui sont les ouvriers, comment faire, quoi dire, et tout le "kit". Cela est dit en termes crus; alors les "intellectuels" se sentent attaqués et se défendent. En conséquence, il y a des personnes qui seraient peut-être bien engagées, mais on ne peut pas les mettre comptables ou responsables à un niveau supérieur: alors elles voient que les fonctions les plus valorisées, elles ne les auront jamais en main.

L'ACEF favorise, à court terme, des types d'organisation comme les comptoirs coopératifs, parce qu'au plan de l'alimentation il n'y a pas grand chose comme solution. Mais en même temps, et par ce biais, l'ACEF a pour objectif de rendre les gens davantage conscients du rouage économique et tente de les mobiliser pour une action au plan de la consommation.

LISE GADOURY

Expérience

Des familles de Ste-Apolline cultivent en commun des pommes de terre

Marcelle MORIN

Des citoyens de Ste-Apolline ont décidé l'été dernier de combattre l'inflation. Après avoir participé à un Chantier 74, organisé par le diocèse, sept personnes se sont réunies pour trouver un moyen d'équilibrer leur budget. Après entente, ils ont décidé de semer des pommes de terre et d'en partager la récolte.

Avec l'automne, c'est quelque 10,000 livres de patates qui ont été récoltées, sur un terrain d'un acre de long par un demi acre de large. 10,000 livres de pommes de terre divisées en quatre familles, cela donne 2,500 à chacune des familles.

Le travail de semence, de sarclage, de renchaussage, et de la récolte a été effectué, tout au cours de l'été et de l'automne, à tour de rôle. Chaque membre consacrait une partie de sa journée, de temps en temps. Et pour la récolte, le travail s'est fait en équipe; Mme Joseph Couture, participante à ce projet, dit s'être amusée comme jamais à ramasser des patates. Les autres membres du groupe ont ressenti également le même plaisir à travailler en groupe.

Le terrain ayant servi à cette expérience appartenait à M. et Mme Albert Mercier, deux participants au projet. Leur famille a elle aussi aidé au travail; une journée de semence où plus de 800 livres de semence ont été mis en terre, des journées de sarclage qui étaient surtout effectuées par les hommes, MM. Albert Mercier, Joseph Couture, Magela Bernier, et trois jours et demi de récolte.

Le terrain de M. et Mme Albert Mercier a également servi à M. et Mme Maurice Mercier et à M. et Mme Joseph Godbout, qui ont eux aussi cultivé des pommes de terre pour leurs besoins personnels.

Selon Mme Albert Mercier, l'expérience a été très enrichissante. Il n'y a pas eu de querelle quant au partage et au travail. Au début, il était question que chaque participant récolte tant de rangs et en conserve les fruits de la récolte. Un tel système aurait pu occasionner la chicane. Il a donc été entendu que tout le monde travaillerait ensemble et qu'ensuite le total serait divisé également par les quatre familles.

La pesée s'est faite samedi dernier et tous les participants devaient être présents afin d'éviter les conflits.

MM. et Mmes Albert Mercier, Magela Bernier, Joseph Couture et Mme Paul-Henri Lapointe sont très fiers de leur réalisation. Ils pensent répéter cette expérience l'année prochaine, peut-être. La récolte a été bonne, les patates sont grosses et surtout, tout le monde a trouvé agréable le fait de travailler en équipe. "C'est tellement plus amusant, une farce n'attend pas l'autre", de dire Mme Joseph Couture.

Mme Albert Mercier était même déçue de ne pouvoir participer à la récolte vu un malaise dans son bras. "Pour une fois que j'aurais pu ramasser des patates avec du monde!"

Quelles suites avons-nous données à Chantier 74 sur la consommation?

— Est-ce que ce fut une réflexion sans lendemain?

— Chantier 75 peut-il donner lieu à une continuité?

CHILI

Vente des produits alimentaires sous Allende

La rareté artificielle des aliments de première nécessité

Au début de 1973, la population chilienne commença à connaître les effets de la rareté des produits alimentaires de consommation habituelle. Tous les observateurs attentifs au processus chilien se sont vite rendu compte que la bourgeoisie chilienne unie à la droite politique et économique avait choisi cette voix qui touchait directement les foyers chiliens dans le but de mener une guerre mortelle contre le processus chilien qui se développait de plus en plus dans tout le pays.

Si nous revisons les documents et les analyses publiés durant cette période, nous constatons qu'il existe une explication naturelle de la diminution et de la disponibilité de certains articles mais, en même temps, il existe une rareté des produits alimentaires causée surtout par une distorsion des canaux de distribution, et un puissant Marché Noir qui profitait aux intérêts économiques de la droite tout en appuyant la stratégie de la droite politique qui était de créer le chaos économique dans le pays.

Entre 1970 et 1972, la production agricole au plan national s'est maintenue et a même connu des augmentations significatives dans quelques secteurs importants, à exception du blé. Ce n'était au fond qu'une conséquence de la crise mondiale qui se faisait sentir également au Chili. Durant ces 2 années, on a doublé les importations de quelques produits dont le blé, le sucre et le lait. La consommation, par habitant, des produits essentiels augmenta considérablement grâce à la politique économique du gouvernement qui augmenta les salaires des ouvriers d'un 66.6% tout en permettant une hausse des prix de seulement 22%

pour les articles de consommation habituelle. Pour la première fois, les familles plus modestes avaient accès aux aliments qui traditionnellement leur étaient niés à cause de leur faible salaire. Mais, la pression était excessive surtout dans le secteur agricole où l'augmentation de la demande ne pouvait être satisfaite immédiatement par l'offre qui elle-même était soumise au cycle de la production. Le manque de devises étrangères (causé par le blocus économique de l'impérialisme américain) ne permettait plus les importations des produits essentiels.

On multiplia alors les mesures d'urgence pour assurer la production agricole; mais c'était surtout dans le secteur de la commercialisation et de la distribution des aliments que la bataille devait être la plus féroce.

Les Centres d'Approvisionnement et de Contrôle des prix (JAP)

Le marché noir, la spéculation et la croisade orchestrée par les producteurs et commerçants, adversaires au gouvernement, pour désorganiser le marché commençaient à se faire sentir au niveau des foyers populaires chiliens. Chez les bouchers, la viande se vendait à des prix exorbitants, les cigarettes voyaient leur prix tripler, et ainsi de suite avec les autres biens de première nécessité pour les foyers. Pendant ce temps s'établirent des commerçants qui se chargeaient d'acheter la presque totalité des biens jugés stratégiques pour les foyers populaires et ainsi créer une pénurie artificielle dans les milieux populaires. Cela entraînait comme conséquence que les consommateurs de ces milieux devaient faire d'interminables queues afin de tenter de se procurer les articles en voie de s'épuiser. Pendant ce temps, le bétail était vendu à bon prix clandestinement aux commerçants des provinces frontières de l'Argentine.

L'organisation des consommateurs des milieux populaires durant la grève des commerçants en octobre 72 a empêché la paralysie du pays et la catastrophe pour les familles ouvrières, mais cela incitait les commerçants à passer à d'autres modes d'action. On vit alors l'organisation terroriste de la droite fasciste avoir recours au dynamitage des ponts et à l'assassinat de travailleurs et de militants politiques de gauche, dans l'espoir entre autre de désorganiser la distribution des aliments à l'intérieur du pays et de créer la famine chez la classe ouvrière.

Le gouvernement cherchait, à l'intérieur de l'appareil légal de l'État, une manière de résoudre le problème. Il créait le Secrétariat

National de Distribution et confiait la direction de l'organisme à un haut gradé de l'armée, le général Albert Bachelet. (Celui-ci fut assassiné récemment dans une prison où il avait été confiné par les dictateurs actuels du Chili.) Ce Secrétariat d'État créait les Centres d'approvisionnement et de Contrôle des Prix (JAP), nés de la résolution n° 112 de la Direction de l'Industrie et du Commerce, et encadrés à l'intérieur des politiques définies par le Secrétariat.

Sans vouloir décrire en détail l'organisation de cette entreprise du gouvernement, rappelons seulement que peu de temps après sa création, elle apparaissait manifestement inopérante: les forces publiques chargées de contrôler et de sanctionner son application prirent partie en faveur des commerçants plutôt que de donner cours aux revendications des consommateurs des quartiers populaires. Ils élargissaient l'application de la loi et protégeaient, par des technicalités juridiques, les commerçants accusés de commerce illégal. On vit alors grandir une agitation populaire réclamant le contrôle direct de la distribution des produits alimentaires. Le Gouvernement continuait cependant à considérer les JAPs comme les plus hautes manifestations de "pouvoir populaire". Illusion ou erreur, il n'en demeure pas moins que le peuple n'avait aucune participation directe dans cet organisme d'État. De plus, cette mesure courait le risque de démobiliser le peuple.

En résumé, cette tendance du gouvernement à respecter trop scrupuleusement la légalité semble bien avoir nettement avantagé les adversaires de l'Unité Populaire. En définitive, les acteurs directs de l'enjeu devinrent progressivement le gouvernement et les militaires qui décidaient tout sans le peuple.

Comme la situation s'aggravait, le peuple continua à réclamer la nationalisation d'un secteur de la distribution des biens alimentaires, malgré que cela puisse apparaître au gouvernement comme une provocation contre la droite. On vit alors une victoire partielle du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire et des organisations populaires grâce à la création des Magasins du Peuple.

Les Magasins du Peuple

Face à l'inefficacité des JAP pour contrôler la distribution des aliments de première nécessité, naquirent les magasins du peuple où se distribuait chaque semaine le panier populaire. Ce dernier contenait

de 10 à 20 produits différents, incluant surtout ceux que la droite économique accaparait ou vendait sur le marché noir: le sucre, le lait pour les enfants, le beurre, le café, le thé, les pâtes alimentaires, l'huile végétale, les détergents, les cigarettes, etc... Ces marchés populaires se sont surtout organisés dans les quartiers marginaux où se faisait le plus sentir la rareté des produits alimentaires. Ce sont les citoyens de ces secteurs périphériques aux grands centres urbains qui ont eux-mêmes mis sur pied une organisation qui a fait trembler l'oligarchie chilienne. Dans chaque secteur se réalisa un recensement de la population pour comptabiliser les familles afin de les pourvoir en produits selon leur nécessité réelle.

Vint ensuite l'organisation du magasin du peuple où le principe fondamental était la participation la plus ample de citoyens. Les résidents d'une même rue élirent un délégué qui devait les représenter dans le bureau de direction. C'est ainsi que se forma la commission des délégués de quartier qui avait comme tâche d'informer sur la marche de l'organisation et de rappeler l'obligation à la collaboration communautaire. Peu après se forma le bureau de direction élu par les délégués. Son rôle était multiple. Il devait administrer le magasin du peuple et se maintenir en permanente relation avec le bureau de direction au niveau de la commune. À toutes les semaines, il participait aux réunions provinciales où se discutaient les difficultés rencontrées au niveau de la politique légaliste du gouvernement et où se décidait le plan de travail pour la semaine à venir.

Chaque magasin du peuple comprenait différentes commissions de travail. On y retrouvait une commission chargée d'aller chercher les aliments au centre de distribution, une autre chargée de la vente, une commission de comptabilité et une autre chargée de la publication d'un bulletin informatif. Le magasin du peuple, c'était l'affaire de tous, car tous les résidents d'un secteur, hommes et femmes, avaient l'obligation de donner gratuitement de leur temps pour la bonne marche de l'organisation.

Les magasins du peuple (173 dans la province de Santiago en août 73) sont vite apparus comme l'unique solution pour distribuer efficacement les produits alimentaires, pour abattre le bureaucratisme légaliste et pour créer et développer un véritable pouvoir populaire au niveau des gens qui jusqu'à ce moment étaient restés à l'écart en assistant comme simples spectateurs aux luttes que livrait l'Unité Populaire contre

la bourgeoisie chilienne et étrangère. Les masses populaires organisées devenaient de plus en plus critiques face à la politique légaliste du gouvernement et proposaient le contrôle de l'État sur le 72% de la distribution qui était encore aux mains d'entreprises privées dont l'objectif évident était de provoquer la chute d'Allende.

Les magasins du peuple resteront, dans l'histoire du Chili, une expérience valable de participation et d'organisation des masses populaires.

UN GROUPE DE CHILIENS

Janv. '75

La question fondamentale

Des experts de réputation internationale attirent l'attention sur le fait que des modifications dans les habitudes personnelles de consommation seront inefficaces à moins qu'il y ait en même temps des changements dans le système de marketing (mise en marché) qui régit la production et la distribution des aliments à travers le monde.

Des études récentes révèlent que certains pays et certaines corporations sont largement responsables de la pénurie et des prix inflationnistes actuels.

Comme citoyens, comme chrétiens, nous sommes amenés à répondre à cette question fondamentale:

"Pouvons-nous continuer à nous reposer sur les forces du marché actuel pour établir les prix et déterminer la distribution d'un bien aussi essentiel que la nourriture?"

MESSAGE DE L'ÉPISCOPAT CANADIEN
1974

A Messieurs du gouvernement

Comme citoyens, comme chrétiens, sommes-nous prêts à demander à nos gouvernants:

1° De faire de substantielles contributions pour la création d'une banque mondiale d'aliments où l'on trouverait du blé, du riz, des grains bruts, ainsi que des fertilisants, de l'huile et d'autres ressources agricoles?

2° De concéder plus de blé canadien aux pays pauvres à un prix inférieur au marché, tout en fournissant des subventions de dédommagement aux producteurs canadiens?

3° D'accroître le pouvoir d'achat des pays pauvres en payant à un prix équitable leurs produits d'exportation? Les montants que le Canada paie couramment à ces pays pour leurs produits — thé, jute, café, coton, bauxite — ne rencontrent généralement pas la croissance incessante du prix des aliments et du coût de production.

4° De créer des modalités plus efficaces d'assistance agricole qui aideraient les pays en voie de développement à produire plus de nourriture pour leurs populations?

5° D'accroître le pouvoir d'achat des Canadiens à revenu modique, sans oublier les petits fermiers et les pêcheurs, en créant des programmes réalistes de distribution des revenus dans le pays? À cette fin, plusieurs propositions relatives à un revenu garanti ont déjà été élaborées.

6° De briser le pattern économique et culturel qui déprécie l'agriculture et en éloigne les familles? Des terres arables ne sont pas cultivées en raison de l'investissement important exigé par la machinerie et les méthodes modernes de culture.

7° De promouvoir les recherches sur l'usage responsable des sols et de la mer, et sur le développement équilibré des secteurs urbains et ruraux à travers le Canada?

Message de l'Épiscopat canadien
1974

Quel candidat ou quel parti osera se présenter aux prochaines élections avec un tel programme électoral?

Serait-il assuré de l'appui de la population?

Évangélisation et pain quotidien

William E. POWER
Évêque d'Antigonish

...C'est d'abord dans le "partage du pain" que se nouent les solidarités les plus fondamentales entre les hommes, entre Dieu et sa terre...

Du vieil homme à l'homme nouveau par le Pain

Dans un monde affamé, si nous perdons le sens du pain, nous tuons à la fois l'âme et le corps. Cette conviction nous vient de Dieu. En Jésus-Christ, Dieu s'est donné à nous comme notre pain vivant.

C'est d'abord dans le "partage du pain" que se nouent les solidarités les plus fondamentales entre les hommes, entre Dieu et sa terre. Là aussi se situe le péché le plus radical de l'injustice et de l'égoïsme, de l'exploitation et de la domination.

En ce sens, pour nous chrétiens, le pain matériel est aussi spirituel et vice-versa. Le sacrement par excellence vient donc unir vitalement ce qu'un dualisme tenace tente de séparer: libération-salut, humanisation-évangélisation. L'amour du Christ est le levain dans le pain quotidien de nos amours humaines et de nos tâches terrestres. Cette vérité toute simple devient la Bonne Nouvelle. C'est un appel de conversion dans le monde actuel où l'opulence d'une minorité s'appuie sur l'appauvrissement tragique d'une majorité.

Le droit premier de Lazare

Je voudrais réfléchir avec vous sur l'évangélisation et le pain quotidien. Il y a vingt-cinq ans déjà, les Nations Unies publiaient leur déclaration universelle des Droits de l'Homme. Mais on peut se demander si ces droits affirmant l'égalité, la liberté, la justice, la dignité de tous les hommes ne sont que des déclarations de principes. Pensons aux intérêts de pouvoir et de profit qui vont parfois jusqu'à arracher le pain de la bouche de millions d'hommes.

Laisserons-nous encore longtemps s'élargir et se creuser le fossé entre les nantis et les pauvres? Aujourd'hui encore Lazare meurt de faim près de la table du Riche. Faudra-t-il longtemps allonger le dossier comptable de telles injustices? C'est à se demander si l'abondance de documentation ne sert pas à noyer le problème. Les media nous ont habitués aux reportages sur la faim dans le monde, sur les famines à l'horizon.

Cette surcharge d'information a d'étranges effets sur nos attitudes. L'indifférence dispute ici à l'impuissance, quand il n'y a pas complicité plus ou moins avouée. Beaucoup d'entre nous posent la question de Caïn sous une autre forme: "Qu'est-ce que je puis faire devant ce problème gigantesque? Ce serait une goutte d'eau dans l'océan".

Et pendant ce temps, le drame s'aggrave et prend des proportions tragiques. Il devient une sorte de cercle vicieux insurmontable. La solution ne saurait être que radicale. Il faut à la fois nous retourner le cœur, changer nos styles et niveaux de vie, bâtir de nouvelles structures de solidarité. Qui sait si l'enjeu quotidien et planétaire du pain et de la faim ne constitue pas le plus percutant appel de conversion adressé à l'humanité moderne?

Un péché originel à vaincre

La question est aussi concrète que profonde. Que faisons-nous des denrées essentielles, du pain quotidien, le nôtre et celui des autres? Le vieil homme et le vieux monde en nous refusent de reconnaître la terrible exploitation du pain qui divise la famille humaine, alors qu'on devrait y trouver le signe par excellence de la fraternité d'une humanité nouvelle. Ne sommes-nous pas aux prises avec une sorte de péché originel qui brise ce qu'il y a de plus profond dans la solidarité humaine?

D'où cette nouvelle Babel des grands égoïsmes collectifs étrangers les uns aux autres.

Notre foi nous rappelle que ce premier péché "structurel" a introduit un ferment de mort dans l'âme humaine. Entendons-nous les gémissements de l'Esprit qui sourdent des profondeurs d'une humanité brisée, aliénée, frappée de mort par les exploitations dont nous sommes complices de diverses façons? Appel aussi d'un sursaut de dignité qui semble refaire surface dans une nouvelle prise de conscience chez un nombre grandissant de citoyens.

Les responsabilités quotidiennes

Pour la première fois de son histoire, l'humanité est capable de construire un bloc unifié comprenant la famille humaine toute entière. Ce qui était une utopie devient un besoin urgent, plus concret que nous ne voudrions l'admettre.

Les chrétiens partagent une telle responsabilité avec tous leurs frères de la terre. Mais ils portent une force pascal capable de libérer en Jésus-Christ l'homme aliéné et asservi par les structures du vieux monde en quête d'une nouvelle terre. Ce levain pascal libérateur passe par le pain. Le pain de la table fraternelle et celui de l'Eucharistie qui fait des hommes nouveaux et des fils de Dieu à même ce partage quotidien de l'amour et de la justice.

Dans les Saintes Écritures, le pain est le résumé de tous les dons de Dieu et de toutes les responsabilités humaines. Voilà le test de vérité par excellence pour juger des enjeux quotidiens et planétaires actuels. Le pain sec de l'injustice et le pain frais de l'amour sont les premiers visages concrets du péché et de la grâce. L'Eucharistie du Seigneur nous amène jusque dans le drame pascal du Serviteur qui a été vidé non seulement de sa condition divine, mais aussi de sa condition humaine. Et voici que dans la résurrection, le non-homme affamé se voit entraîné vers le banquet du Père, initié ici-bas dans la communauté fraternelle d'une libération décisive. Ce pain brisé, consacré, partagé, constitue une nouvelle Pentecôte de l'humanité en Dieu.

Cette foi eucharistique doit se donner des mains. Il faut l'historiciser au cœur des défis actuels de la faim et assumer les tâches concrètes qui nous sollicitent.

Une foi qui se donne des mains

Dans notre dernier message à l'occasion de la fête du travail, le 2 septembre 1974, nous, les évêques du Canada, avons voulu partager avec nos concitoyens cette préoccupation du "partage du pain quotidien". Le Canada est un des principaux pays exportateurs de blé et d'autres céréales. Avec les États-Unis d'Amérique, nous pouvons avoir plus de contrôle sur les réserves mondiales de céréales que n'en ont les principaux pays exportateurs de pétrole sur l'approvisionnement décroissant de celui-ci. Et nous nous inquiétons de cette nouvelle poussée de guerres économiques où le pain devient tragiquement un fer de lance au flanc de l'homme.

De telles cassures de l'humanité nous poussent à réclamer une conversion évangélique dont nous n'avions pas perçu jusqu'ici la radicalité. Nos citoyens canadiens et notre gouvernement devront mettre en œuvre une nouvelle politique historique centrée sur ces enjeux décisifs et cela jusqu'à consentir à une modification profonde des styles et niveaux de vie, et des rapports sociaux.

Nous entendons poursuivre ces efforts avec la collaboration de notre organisation catholique canadienne pour le développement et la paix CCCDP. Nous vous présentons ces réflexions dans le cadre de la communion qui nous rassemble comme des Églises sœurs au sein de l'Église universelle. Nous voulons partager avec vous cette mission commune d'une évangélisation si profondément concernée par les requêtes contemporaines de justice sociale et par les tâches concrètes d'une nouvelle politique historique de solidarité entre les hommes.

Des changements radicaux à envisager

Si nous ne pouvons nous unir dans les combats de justice pour les solidarités du pain quotidien, où trouverons-nous l'unité? Il ne s'agit pas de donner un peu de notre superflu, ni même de consentir un certain partage. Il faut aller plus loin et travailler à ce que tous les hommes puissent faire et gagner dignement leur propre pain, et par là construire un monde plus juste et plus fraternel. L'humanité contemporaine est aussi affamée spirituellement que matériellement. C'est en Jésus-Christ, Pain vivant que Dieu a voulu unir ces deux faims de l'homme.

Chez nous, nous incitons nos concitoyens à s'interroger sur les orientations actuelles d'un système économique qui génère tant de gaspillage et de déchets humains, à changer leurs habitudes de suralimentation, à substituer d'autres nourritures à la viande, à donner plus généreusement aux êtres dans le besoin, à développer de nouveaux programmes éducatifs visant à changer les styles de vie.

Nous ne devons pas nous limiter au secteur privé. Notre pays devra contribuer généreusement à une banque mondiale de réserves alimentaires, consentir des accords favorables avec les pays pauvres, payer de justes prix pour les produits importés de ces mêmes pays, les aider à produire leur propre nourriture et à acquérir une économie d'auto-développement, enfin promouvoir une stratégie mondiale plus juste des sols et des mers.

CINQ PROPOSITIONS

À vous, frères évêques, nous soumettons ces propositions:

1 — Au moment où les biens essentiels deviennent sources d'éventuels conflits armés, le scandale de la guerre revêt une gravité sans précédent. Nous demandons à ce Synode d'en appeler à un arrêt total de la course, aux armements et à une politique de désarmement mondial. Celle-ci doit être accompagnée de transformations profondes des structures économiques et politiques qui engendrent de profondes injustices. Nous devrions insister pour que l'argent gaspillé à enchaîner des peuples serve désormais à procurer dignité, liberté et pain quotidien à tous les hommes. L'évangélisation requiert de nous de tels engagements.

2 — Que nous, évêques, individuellement et collectivement, nous nous engageons nous-mêmes à utiliser tous les moyens à notre disposition pour promouvoir un désarmement international efficace, et des efforts concertés pour relever le défi gigantesque de la faim, et pour vaincre le déséquilibre des ressources matérielles et financières.

3 — Que, là où nous ne l'avons pas encore fait, nous adoptions des façons de vivre et d'agir plus en accord avec le grand signe évangélique: Jésus identifié au pauvre.

4 — Que nous mettions en œuvre des programmes d'éducation et une action soutenue où le message évangélique d'unité trouve dans le partage du pain son premier enracinement dans la vie concrète des divers milieux.

5 — Que nous allions au bout de nos propres responsabilités pour corriger les dimensions structurelles de tels péchés sociaux dans l'univers de la production et de la consommation et amener toute la société à vivre la solidarité fondamentale du pain quotidien.

CONCLUSION

Le pain peut unir ou diviser les hommes tout aussi radicalement. Jésus nous le fait comprendre en se faisant lui-même Pain vivant, chemin de solidarité, vie de l'âme et vérité du cœur.

Pour assouvir la faim du monde, nous avons besoin de la force de cet Esprit répandu sur toute chair. Si le sel de la terre s'affadit, beaucoup d'hommes perdront le goût de la vie et de l'Espérance qui les pousse au-delà d'eux-mêmes vers le Royaume. Mais déjà au cœur du sacrement et des solidarités terrestres, nous devons conjuguer la force d'âme et la qualité du pain dans notre vocation unique d'hommes et de fils de Dieu.

Intervention des évêques canadiens
au Synode romain 1974

Le courrier des lecteurs

Ce que je pense de Cap-Rouge

Ottawhull, décembre 1974

Cher tout un chacun,

On dit que Cap-Rouge tient son nom du fait qu'à l'occasion de l'un de ses voyages, Cartier crut y avoir découvert de l'or (rouge), alors qu'en réalité, c'était de la pyrite de fer. Sa déception fut grande quand il l'apprit, et celle de la Cour, plus grande encore.

Au nombre de ceux qui ont fait le voyage à Cap-Rouge en novembre dernier, quelques-uns ont cru avoir résolu les contradictions qui marquent nos rapports culturels, alors qu'en réalité, la rencontre nous a à peine permis de mettre à jour ces contradictions. Pour ceux-là, Cap-Rouge est un échec et pour les lecteurs de la revue qui partageaient cette illusion, il en va de même.

Ainsi, après la célébration dominicale, au cours de laquelle on nous servit la parabole sociale-démocrate de l'ivraie et du bon grain, un grand vent d'harmonie souffla sur l'assemblée. Et c'est alors qu'un texte venu de nulle part apparut. Ce texte qui était une sorte de manifeste politique, à saveur travailliste, avait pour but de rallier, ou plutôt, de fondre toutes les opinions et les interrogations exprimées lors du colloque, en une déclaration finale, officielle, à la fois neutre et engagée, à la fois de gauche et de droite, à la fois progressiste et réactionnaire, salée et sucrée, qui disait tout et ne disait rien.

La moitié de l'assemblée refusa ce compromis. L'autre moitié l'accepta. Le quart de la première moitié le fit pour des motifs semblables au quart de la seconde moitié. Le quart de la deuxième moitié le fit pour des raisons semblables au quart de la première moitié. C'était la confusion. C'était Babel. Un peu plus et on parlait du Bill 22.

La situation des militants chrétiens en monde ouvrier est un peu à l'image de la rencontre de Cap-Rouge, qui à son tour reflète assez fidèlement la situation des travailleurs québécois, de même que celle des autres travailleurs d'Amérique, de culture spirituelle chrétienne: c'est-à-dire, de tous ceux qui reconnaissent dans leur vie quotidienne l'importance de même que l'influence déterminante du christianisme sur leur conception du monde.

Nous oublions trop souvent que les deux principaux courants idéologiques, qui, venus d'Europe, ont donné naissance à l'Amérique, sont de deux ordres: l'un qui est matérialiste et qui se traduit par le contrat économique de type capitaliste auquel nous sommes liés et dont les contracteurs généraux ont élu

domicile aux États unis; l'autre, qui est spiritualiste et qui échappe au contrôle de ces contracteurs formant l'autocratie corporatiste qui domine les travailleurs états-uniens, de même que les travailleurs des autres états-nations d'Amérique.

Dans cet ordre d'idées, rappelons ce qu'un sage de l'empire du Milieu disait un jour: "Tout en reconnaissant que dans le cours général du développement historique, le matériel domine le spirituel, l'être social détermine la conscience sociale, nous reconnaissons et devons reconnaître en retour l'action du spirituel sur le matériel, de la conscience sociale sur l'être social, de la superstructure sur la base économique."

Nous pourrions élaborer longuement sur ce sujet mais dans le cadre restreint de cet envoi collectif, disons que s'il y a une leçon à tirer de Cap-Rouge, les lecteurs de *Dossiers "Vie ouvrière"* intéressés à apprendre, auraient tout intérêt à relire le discours apostolique de Jésus selon St-Mathieu.

Le message du christianisme en est un essentiellement d'amour et d'espoir. Au lendemain de Cap-Rouge, et si les vents sont favorables, peut-être réussirons-nous à franchir le Cap Bonne-Espérance.

Bon vent et bonne année à tous,

Syndicalement vôtre,

Asticou

Voici ce qui ressort de la rencontre des Militants engagés en monde ouvrier, après un sondage que j'ai fait auprès de quelques personnes.

Elle a permis à du monde de différents mouvements et organismes de se rencontrer, de se connaître, dans une première démarche avec les deux rencontres de préparation, et par la suite, au colloque lui-même.

Certaines personnes voyaient le Colloque comme un rassemblement de militants impliqués dans un milieu concret avec le monde ouvrier. Les deux rencontres de préparation avaient été un partage de préoccupation; on avait hâte, on en rêvait, on parlait du Colloque à Cap-Rouge. Eh voilà! le Colloque est arrivé, il est même passé.

Certains militants ont été pas mal déçus. D'abord, il y avait encore trop d'intervenants. C'était difficile et ardu dans plusieurs ateliers. On aurait aimé que le monde soit branché sur le même bord, qu'on puisse prendre des décisions ensemble. Ce n'était pas possible de s'asseoir avec du monde non impliqué dans un milieu, de se comprendre, puisqu'on n'avait pas le même langage, on ne parlait pas des mêmes affaires. En atelier, on s'est trouvé à refaire la même démarche qu'en région.

J'ai noté les réflexions suivantes: "Pour moi, c'est la dernière fois que je vais m'asseoir avec une rencontre d'Église. Parce que plusieurs 'intervnants' ne sont pas dans un milieu concret, ils perdent leur force à vouloir sauver la face de l'Église hiérarchique. Il y a trop de contradiction entre ce que les ouvriers veulent vivre et ce que l'Église-structure veut vivre. Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de prêtres et d'évêques qui seront prêts à combattre contre leurs structures, ça ne vaut pas la peine de crier, on crie dans le vide".

L'Église deviendra une vraie Église quand elle sera capable de dénoncer ses propres injustices (ex.: le Pavillon St-Dominique, et beaucoup d'autres dans le même style au Québec). Aussi lorsque l'Église sera capable de laisser sa place de deuxième corporation du monde (Vatican) pour revenir avec les ouvriers qui sont la majorité du peuple.

Le Christ a été le plus grand révolutionnaire de son temps; il n'a pas eu peur de se mouiller les pieds, jusqu'à accepter de mourir sur la croix. Ceux qui exploitent les ouvriers en se disant chrétiens, ils exploitent aussi le Christ en parlant en son nom.

Il faudrait que nous autres, les militants, on définisse une fois pour toutes c'est quoi pour nous la Justice, le Partage, la Solidarité, l'Amour. Les mêmes mots ne veulent pas dire la même chose pour tout le monde; c'est là la source du conflit.

Claire Gagnon

F.-X. DROLET INC.

Atelier de mécanique et fonderie

QUÉBEC, 245, rue Du Pont Spécialité: ascenseurs

MONTRÉAL, 2111, boul. Henri-Bourassa est

Tél.: 522-5262

Tél.: 389-2258

Recensions

La revision de vie

Revision de vie, étude rédigée par le Mouvement des Travailleurs Chrétiens, 7559 rue St-Laurent, Montréal. 1974, 16 pages, \$0.25.

La formation des militants se fait, dans le M.T.C., par la revision de vie. Cette étude, à caractère plutôt théorique, explique ce qu'est la revision de vie, quels sont ses objectifs, ses différentes étapes. Le domaine privilégié de la revision de vie ce sont les faits de vie ouvrière: qu'est-ce qu'un fait de vie ouvrière, comment les découvrir, comment dépasser le simple regard superficiel pour voir en profondeur ce qu'ils contiennent? Voilà une étude que nous attendions depuis longtemps pour aider à la formation d'équipes de resourcement pour les militants ouvriers.

La revision de vie, Document de travail préparé par Jean-Paul St-Amand, 1975, 50 pages, \$0.50. En vente au M.T.C., 1900 rue Girouard (C.P. 190), Saint-Hyacinthe J2S 7B4.

Le propos principal de ce document est de parler de la revision de vie comme méthode de travail dans une réunion. Il veut répondre à des questions que se posent des militants quand ils préparent ou vivent une revision de vie. Réalisé à partir de l'expérience, de document de travail complète très bien le précédent en répondant aux questions concrètes des militants. Il apporte des exemples vécus et propose une grille d'évaluation de la revision de vie.

Instrument privilégié de la formation des militants chrétiens en monde ouvrier, la revision de vie favorise un approfondissement concret de notre foi et de notre espérance en l'homme et en Jésus Christ. Elle vérifie si la libération des travailleurs a avancé ou régressé. Et par le fait même, elle amène à découvrir comment Jésus Christ est toujours présent aujourd'hui dans les hommes et les événements. Enfin, elle relance vers une amélioration constante de nos actions et de nos engagements pour la libération des travailleurs.

BERNARDIN FRÈRES INC.
ASSURANCES — INSURANCE

8000 ST. DENIS, MONTREAL H2R 2G1
TEL. 384-9200



LE SALON DE BEAUTÉ POUR L'AUTO



G. LEBEAU Ltée

5940, rue Papineau
Montréal, Tél.: 273-8861
400 St-Vallier, Est
Québec, Tél.: 522-6816

Siège social:
625 Deslauriers,
St-Laurent, P.Q. H4N 1W9

1690, boul Labelle
Ville de Laval, Tél.: 688-2751
405 ouest, Curé Poirier
Longueuil, Tél.: 677-9136

Toits — Housses — Nettoyage intérieur — Rembourage — Vitres

DUSTBANE

MAISON CANADIENNE

Produits et matériaux
d'entretien des édifices

2560 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9830

2068, 55^e Avenue
DORVAL, Qué.
Tél.: 631-4526

Service moderne d'entretien
des immeubles
Contrats à forfait

4240, Côte de Liesse
MONTREAL 306, Qué.
Tél.: 735-4161

2556 Dalton
Parc Colbert
Ste. Foy
QUEBEC 12, Qué.
Tél.: 651-9515

Le pauvre paie plus cher

La cause profonde de son désavantage sur le marché de la consommation, se retrouve dans l'état de pauvreté elle-même. Tant qu'on tolérera l'existence de la pauvreté, ses effets continueront de renforcer ses causes. Ce n'est qu'au moment où la famille pauvre pourra disposer d'un revenu convenable qu'elle pourra aspirer à un traitement égal à celui des autres consommateurs.

Les pauvres et la consommation
Rapport du Conseil national
du bien-être social